

# EST & OUEST

BULLETIN DE L'ASSOCIATION  
D'ETUDES ET D'INFORMATIONS  
POLITIQUES INTERNATIONALES

**B.E.I.P.I.**

REDACTION ET ADMINISTRATION  
86, Bd HAUSSMANN — PARIS-8<sup>e</sup>  
Téléphone : EUROpe 47-08

## SOMMAIRE

CLAUDE HARMEL. — Au IV <sup>e</sup> Congrès des syndicats polonais : Le retour à Lénine et la fin des conseils ouvriers	1	Difficultés de l'enseignement idéologique en U.R.S.S.....	14
Le communisme et la rébellion algérienne : Le cas de l'U.G.E.M.A.....	4	LUCIEN LAURAT. — Les perspectives soviétiques pour 1972.....	15
Un « historien » de l'école Besse-dovsky : V. Alexandrov.....	9	Les « partis démocratiques » chinois et la campagne de « rectification »....	18
J. PERGENT. — L'U.R.S.S. contre les expériences et les vols nucléaires..	11	Chronique du mouvement communiste mondial.....	23

## Au IV<sup>e</sup> Congrès des syndicats polonais

# Le retour à Lénine et la fin des conseils ouvriers

**D**u 14 au 19 avril 1958 s'est tenu à Varsovie le IV<sup>e</sup> Congrès du Conseil central des syndicats. Il a réuni environ 2.000 personnes dans la grande salle du Palais de la Culture, sobrement décorée, ce qui est une nouveauté; 819 délégués représentaient 28 fédérations, soit 5.366.000 syndiqués (sur un ensemble de 7 millions 313.560 salariés). Il y avait en plus 300 délégués « avec voix consultative » — dont des responsables de conseils ouvriers — des représentants d'entreprises, de ministères, etc., ainsi que des délégations de centrales étrangères et d'organisations internationales, la F.S.M., l'O.I.T. Les membres du Comité central du Parti et du gouvernement, au grand complet, suivirent les travaux dans la salle sans être invités à la tribune : autre innovation.

Prononcé dès l'ouverture des travaux, le discours de Gomulka leur donna le ton (1). On en a retenu surtout les passages où, parlant des salaires, des conseils ouvriers et de la grève, il a paru renier les idées qu'il professait — ou qu'on lui avait prêtées — il y a dix-huit mois. En réalité, il a procédé à une définition d'ensemble « du rôle et des tâches des syndicats » à laquelle, du point de vue de l'orthodoxie léniniste, rien n'est à reprendre. Il est déjà très significatif qu'il ait usé de la formule stéréotypée qui sert de titre à la décision présentée par

Lénine au Comité central du Parti communiste russe (bolchevik) le 12 janvier 1922 : « *Du rôle et des tâches des syndicats dans les conditions de la nouvelle politique économique* », texte qui a connu dans des langues multiples un nombre incalculable d'éditions (2).

### Produire d'abord

Le premier secrétaire du P.O.P.U. a commencé par opposer le rôle des syndicats « dans les conditions » du capitalisme et dans celles du socialisme. Là où les instruments de production sont la propriété des capitalistes, « la tâche principale des syndicats est d'organiser la lutte des travailleurs pour réduire leur exploitation et pour qu'une part plus grande leur soit attribuée dans la répartition des biens matériels créés par eux ».

Au contraire, dans une société socialiste, la classe ouvrière qui crée le produit social en est aussi le propriétaire et c'est elle qui, « par l'intermédiaire de ses organisations et de son Etat

(1) Cité d'après la traduction diffusée par le Bureau d'Informations polonaises, 23, rue Taitbout, Paris (organisme officiel).

(2) Cité ici d'après Lénine : *Œuvres en deux volumes*. Moscou. 1947, tome II, pp. 926-937.

*socialiste, réparti entre les travailleurs le fruit de son travail* ».

(On remarquera la distinction vraiment capitale qui est faite entre « la classe ouvrière » — être de raison — et « les travailleurs » : c'est la première qui produit et possède, non les seconds. Cela est lourd de conséquences : sans doute, le despotisme inhérent au communisme a-t-il là sa racine.)

Les organisations ouvrières, conjointement avec l'Etat populaire, doivent veiller « à ce que le partage soit équitable » et conforme au principe : « à chacun selon son travail ». Plus le produit de leur travail sera grand, et plus la part de chacun sera élevée. La tâche principale est donc d'accroître le revenu national, et cette tâche revient, « dans une mesure égale à la direction du Parti, du sommet jusqu'à la base, à partir du Comité central jusqu'aux comités d'entreprise (3), à la direction de l'administration de l'économie, à tous les échelons, depuis le ministre jusqu'au directeur de l'usine y compris, à tous les organes dirigeants des syndicats, aux conseils ouvriers et aux comités d'entreprise ».

L'attitude du personnel des entreprises, le niveau de sa conscience de classe ont « une influence sur les résultats de la production ». Or, ils dépendent « des cadres du Parti et des syndicats, ainsi que des conseils ouvriers ».

Les syndicats, agents de la production : cette conception n'est pas fautive en soi, et dans un autre régime que le communisme ne conduirait pas nécessairement à des monstruosités. En la formulant, Gomulka demeurait dans la « ligne » constamment suivie en la matière par les communistes en régime socialiste.

Lénine, dans le texte évoqué plus haut, énonçait :

*« une fois le pouvoir d'Etat conquis par le prolétariat, celui-ci a un intérêt essentiel, vital, à augmenter la quantité des produits, à relever dans de vastes proportions les forces productives de la société... En même temps qu'ils prennent part à l'ensemble du travail culturel et d'éducation et à la propagande en matière de production, les syndicats doivent entraîner de plus en plus largement et profondément la classe ouvrière et les masses laborieuses à l'œuvre tout entière de construction de l'économie nationale... en leur donnant une idée de plus en plus concrète du plan d'Etat unique de l'économie socialiste, ainsi que de l'intérêt pratique des ouvriers dans l'exécution de ce plan. L'établissement des tarifs, des normes de ravitaillement, etc., constitue l'une des parties inhérentes, indispensables de l'activité des syndicats dans l'œuvre de construction socialiste et de leur participation à la gestion industrielle. Notamment, les jurys de discipline doivent renforcer sans cesse la discipline du travail et les formes culturelles de lutte pour la discipline et l'accroissement de la productivité. » (o.c., pp. 930-931 passim.)*

Et Lénine déclarait même, tout en reconnaissant que « la persuasion, l'éducation » constituaient la principale méthode d'action des syndicats que ceux-ci ne pouvaient pas, « comme participants du pouvoir de l'Etat, renoncer à prendre part à la contrainte, ... à exercer une pression », et qu'ils devaient « travailler sur le mode militaire, car la dictature du prolétariat est la plus acharnée des guerres de classes », et cela, bien que « les méthodes de travail spécifiquement militaires » fussent les plus difficilement applicables aux syndicats.

On voit très clairement ici que, dans le « léninisme », le « stalinisme » était en germe.

## Ne pas revendiquer

Pour produire, il faut des instruments de production, lesquels exigent des investissements. Et les investissements ne sont pas possibles si tout le produit national est consacré à la consommation des ménages. Gomulka a rappelé à son auditoire ces vérités très « capitalistes ». Il les lui a rappelées pour lui signifier qu'il ne fallait pas compter sur des hausses de salaires.

*« Nous avons relevé le niveau de vie des masses laborieuses », a-t-il dit. « Seulement, cela s'est fait au prix de la réduction de la part de revenu national destinée aux investissements... Nous ne voulons pas et nous ne pouvons pas permettre que l'accroissement ultérieur du niveau de vie se fasse au prix d'une réduction ultérieure de la part du revenu national destinée aux investissements. Au contraire, ce pourcentage doit augmenter. Cela nécessite un élargissement rapide de la base économique... afin que l'on puisse augmenter simultanément les investissements et le niveau de vie... »*

Il n'y a plus pour cette année de possibilité d'augmenter les salaires, devait préciser plus loin Gomulka, en invitant les syndicats « qui représentent les intérêts de la classe ouvrière » à ne pas « adapter leur activité aux opinions ou aux exigences qui témoignent d'une faible conscience de classe chez les ouvriers et qui n'ont rien à faire avec les intérêts réels de la classe ouvrière ».

Ce qui revient à dire qu'il ne faut pas soutenir les revendications de ceux qui, au dire de Gomulka, « ont enfermé toute leur philosophie dans ces paroles : mon intérêt consiste à gagner le plus possible et à travailler le moins possible ».

## La grève, arme des trusts

Si la tâche principale des syndicats est le développement de la production, leur « deuxième rôle » dans le système politique et social socialiste est la défense des intérêts de la classe ouvrière.

Contre qui ou contre quoi les défendre? Non pas contre « l'Etat populaire, administrateur de la propriété nationale, qui prend la forme de propriété d'Etat... », puisque cet Etat, « c'est l'Etat de la classe ouvrière et des masses laborieuses », qui « exprime leurs intérêts » et mène sa politique conformément à ces intérêts. Seulement, l'Etat nomme une « administration » pour « diriger les entreprises en son nom » et, « dans la première étape de son développement, l'Etat socialiste ne peut se préserver de la maladie de la bureaucratie ».

C'est contre cette maladie que doivent d'abord lutter les syndicats. En cela, ils suivront l'enseignement de Lénine, dont Gomulka aurait pu citer ce texte :

*« Les syndicats ont le devoir absolu de défendre les intérêts des travailleurs, de contribuer, dans la mesure du possible, à leur mieux-être matériel, de redresser constamment les fautes et les exagérations des organismes économiques, lorsqu'elles procèdent d'une déformation bureaucratique de l'appareil d'Etat. » (o.c., p. 928.)*

(3) Pour l'intelligence de ce qui suit, il convient de rappeler que les Comités d'entreprise sont les organisations du P.O.P.U. dans les usines (l'équivalent des cellules d'entreprise du P.C. en France).

Que les Conseils d'entreprise sont les organisations syndicales (correspondant à nos syndicats ou sections syndicales).

Que les Conseils ouvriers constituent une émanation plus directe du personnel des entreprises.

Autrement dit, les décisions du pouvoir ne doivent pas être mises en cause : si quelque chose ne va pas, la faute en est à ceux qui étaient chargés de leur application.

Les syndicats ne doivent donc pas laisser la classe ouvrière « à la merci de l'administration d'Etat qui n'est pas toujours à la hauteur des tâches qui lui incombent et qui manifeste d'habitude des tendances à se bureaucratiser », a confirmé Gomulka, mais, pour la défendre, ils n'ont nullement besoin de recourir à la grève.

« Dans les conditions de l'Etat socialiste, la classe ouvrière peut toujours défendre ses intérêts, si l'on y porte atteinte, par l'intermédiaire de ses organisations, sans recours à la grève... C'est uniquement au moyen de leurs organisations que les ouvriers doivent décider de la forme de la défense de leurs intérêts. C'est pourquoi toute grève spontanée est contraire à la notion de l'ordre et de la légalité socialistes. Des grèves de ce genre, qui éclatent ici et là sont, soit le signe d'une anarchie qui se manifeste dans les conditions des libertés démocratiques et socialistes, soit le signe de l'activité de l'ennemi de classe. Il n'y a pas de place dans les établissements pour les organisateurs de grèves de ce genre et ni le pouvoir d'Etat, ni les syndicats ne peuvent témoigner de l'indulgence pour leur activité néfaste. » (4)

Ces propos ont surpris ceux qui voyaient en Gomulka un communiste « libéral », revenu au communisme de Lénine. Ils oublièrent que Lénine avait écrit :

« Ni le Parti communiste ni le pouvoir des Soviets ni les syndicats ne peuvent en aucune façon oublier et ne doivent pas cacher aux ouvriers et aux masses laborieuses que le recours à la lutte gréviste, dans un Etat où le pouvoir politique appartient au prolétariat, peut être expliqué et justifié uniquement par les déformations bureaucratiques de l'Etat prolétarien et par toutes sortes de survivances du passé capitaliste dans ses institutions, d'une part, ainsi que par le manque de développement politique et le retard culturel des masses laborieuses de l'autre.

« ... La tâche des syndicats est de contribuer à régler au plus vite et de façon indolore les conflits avec le maximum d'avantages pour les ouvriers qu'ils représentent, sous réserve que ces avantages peuvent être réalisés sans nuire au développement de l'Etat ouvrier et de son économie prise dans son ensemble... La seule méthode juste, ... c'est la médiation des syndicats qui ou bien entrent en pourparlers avec les organismes économiques intéressés, ... ou bien en appellent aux instances supérieures de l'Etat.

« Au cas où des actes irréguliers des organismes économiques, l'état arriéré de certains groupes ouvriers, l'activité provocatrice des éléments contre-révolutionnaires ou enfin l'imprévoyance des organisations syndicales elles-mêmes entraînent des conflits ouverts sous forme de grèves dans les entreprises d'Etat, la tâche des syndicats est de contribuer à les liquider au plus vite... » (o.c., p. 929) (5).

On ne peut donc reprocher à Gomulka son hostilité aux grèves : elle est dans la ligne du « léninisme ».

### Les Conseils ouvriers

Il en est de même de la décision annoncée par lui au Congrès, de réduire les pouvoirs des conseils ouvriers.

Ceux-ci, apparus spontanément en octobre 1956, et légalisés par la loi du 19 novembre 1956 qui leur confiait dans une certaine mesure la gestion des entreprises, avaient été salués comme

une grande espérance par tous ceux qui attendent le salut du monde d'une évolution du communisme vers des formes plus libérales. Leur déception aujourd'hui est cruelle, encore que la plupart d'entre eux n'en continueront pas moins à croire que le communisme n'est despotique que par accident, et qu'il fournira une base indestructible à la liberté une fois qu'il aura corrigé des « déviations » qui ne sont pas de sa nature!

Gomulka a d'abord dissipé un « malentendu ». La « co-gestion des entreprises par les ouvriers » n'est pas la « cession des entreprises à l'administration des ouvriers. La gestion ou la co-gestion des entreprises par la classe ouvrière doit consister en réalité en une opération de contrôle et de surveillance de l'activité et de l'administration des entreprises ».

Depuis octobre 1956, là où ils ont été créés (6), les conseils ouvriers ont voulu monopoliser les droits que la loi accordait aux ouvriers en fait de participation à la gestion. Or, il existe dans les usines d'autres organisations de la classe ouvrière : les organisations syndicales (ou conseils d'entreprises) et les organisations du Parti, ou comités d'entreprises.

Cet état de choses ne pouvait manquer d'engendrer des conflits entre conseils ouvriers et organisations du Parti, bien qu'« un nombre plus ou moins grand de membres du Parti participent aux conseils ouvriers et que les comités d'entreprises y forment des groupes du Parti ». En définitive, un partage s'est accompli, « réduisant les tâches des comités d'entreprises aux problèmes de la défense des intérêts de la classe ouvrière », tandis que « les problèmes de la production et de la gestion des entreprises devaient relever de la compétence exclusive des ouvriers ». Ce partage des rôles a abouti à opposer les deux organismes. De plus, la situation n'a plus permis « au Parti de manifester son rôle dirigeant » et beaucoup de comités d'entreprises ont réduit leur action, « concernant les problèmes de la production et de l'entreprise, à ce qu'on appelle inspirer les conseils ouvriers ».

On devine, d'après ces déclarations, que les organisations du Parti ont été mises à l'écart dans les entreprises, et que, dans nombre de cas, leurs animateurs aient été comme démoralisés par le retrait de leur prééminence. On

(Suite au verso, bas de page.)

(4) Loga-Sowinski, président de la Centrale syndicale, déclara de son côté : « Nous avons plus d'une fois précisé notre attitude à l'égard des grèves. Dans nos conditions, nous considérons que les grèves sont nuisibles. Nous condamnons et nous nous opposons catégoriquement aux grèves spontanées et irréflectées organisées en dehors des syndicats. Qu'aucun fomentateur et organisateur de grève de ce genre ne comptent sur les syndicats pour les défendre contre les sanctions qui seront prises à leur égard ».

(5) Gomulka a souligné, lui aussi, l'existence de groupes ouvriers à l'état d'esprit arriéré. Ce sont ceux qui sont récemment entrés dans l'industrie, venant de la campagne. Si vraiment c'est parmi eux qu'on trouve les meneurs de grèves et les esprits revendicatifs, il y a là un fait nouveau, en comparaison de ce qu'on a connu lors du développement industriel de l'Europe occidentale. Voici les propos de Gomulka :

« On doit voir la classe ouvrière comme elle est. Elle n'est pas monolithique sous tous ses aspects. Il existe dans notre classe ouvrière des détachements qui ont une conscience de classe élevée, et il en existe d'autres dont la conscience de classe est plus faible. Il existe des ouvriers qui le sont depuis des générations, et il en existe d'autres qui ont à peine quitté la campagne. Il existe des mi-ouvriers et des mi-paysans. Il existe dans la classe ouvrière des hommes dévoués à jamais à l'idée du socialisme, à leur Etat socialiste, et il en existe qui ont enfoncé toute leur philosophie dans ces paroles : « Mon intérêt consiste à gagner le plus possible et à travailler le moins possible » (o.c., p. 22).

(6) Selon les données du Conseil central des syndicats, citées par Gomulka, il aurait été créé environ 5.600 conseils ouvriers.

# Le communisme et la rébellion algérienne

## Le cas de l'U.G.E.M.A.

**A** LA question des rapports du communisme avec la rébellion algérienne, les actes publics d'une association d'étudiants : l'U.G.E.M.A. (*Union Générale des Etudiants Musulmans Algériens*), inféodée au F.L.N. mais longtemps tolérée par le gouvernement français, peuvent apporter quelque lumière.

### De l'A.E.M.N.A. à l'U.E.A.P.

Il existe depuis trente ans une *Association des Etudiants Musulmans Nord-Africains*, dite A.E.M.N.A., dont les statuts furent déposés le 28 décembre 1927. Malgré son titre, l'A.E.M.N.A. ne s'est pratiquement jamais étendue à la province. Comme association parisienne, elle a rendu des services aux Musulmans poursuivant leurs études en métropole; le plus important fut la création d'un restaurant universitaire géré par l'association, offrant aux étudiants une cuisine

nord-africaine respectant les prescriptions coraniques.

De la rue Xavier-Privas, ce restaurant est passé au 115 boulevard Saint-Michel où il existe toujours. Subventionné par le Comité parisien des Œuvres en faveur de la jeunesse scolaire et universitaire, c'est-à-dire par le Ministère de l'Éducation nationale, il sert des repas dans les mêmes conditions que les autres restaurants agréés ou gérés par l'État : l'étudiant paie son repas 85 fr., l'État y ajoutant une subvention. Ont accès au restaurant nord-africain, comme aux autres, les étudiants qui en font la demande au Comité parisien des Œuvres et qui ont passé un examen avec succès dans les deux dernières années. Dans la pratique, il est exclusivement fréquenté par les Musulmans; il est toujours géré par l'A.E.M.N.A.

L'A.E.M.N.A., à l'origine et pendant de nombreuses années, ne fut pas antifranaïse. Depuis

### SUITE DE LA PAGE 3

devine également le cheminement de la contre-attaque menée par le Parti. Il a procédé autant qu'il a pu au noyautage des conseils ouvriers, en y créant des « fractions communistes » qui devaient tenter d'y jouer le rôle dirigeant. Et il est fort possible que, là où les conseils ouvriers assumaient vraiment une large part de responsabilité dans le fonctionnement des entreprises, ils aient tenté de « défendre » contre lui les intérêts de la classe ouvrière, de soutenir contre lui les revendications des salariés.

Le Parti a aujourd'hui retrouvé assez de force pour mener plus vigoureusement l'offensive contre les conseils ouvriers.

Le Comité central du Parti a donc proposé par la bouche de Gomulka — et on sait la valeur d'une « proposition » du Parti — que dans toutes les entreprises, y compris celles où il n'existe pas de conseils ouvriers, soit créée « une institution sociale nouvelle qui pourrait être appelée Conférence de l'autonomie ouvrière, ...hiérarchiquement supérieure au conseil ouvrier » et formée de « délégués permanents qui seraient tous membres du conseil ouvrier, du conseil d'entreprise et du comité d'entreprise ». Selon Loga-Sowinski, la présidence de la conférence devrait être confiée au secrétaire de l'organisation du Parti — « c'est ce qui nous semble le plus juste ».

Cette conférence, a poursuivi Gomulka, se réunirait une fois par trimestre : « les questions qui sont aujourd'hui de la compétence des conseils ouvriers constitueraient le sujet de leurs débats ». Les résolutions adoptées auraient force de loi pour les trois organisations. Entre les séances de la conférence, le conseil ouvrier et son presidium « rempliraient le rôle d'organe exécutif de la conférence ». Son presidium devrait être au préalable renforcé et comprendre « outre le directeur de l'entreprise, le président du conseil d'entreprise et un représentant du comité d'entreprise délégué par ce comité ».

Ainsi, le conseil ouvrier subsiste, mais voit

son rôle réduit à peu près à néant. C'est si vrai que dans les entreprises où n'existe pas de conseil ouvrier, la conférence d'autonomie ouvrière sera constituée « par le conseil d'entreprise et le comité d'entreprise », sans qu'il soit nécessaire de susciter la création d'un conseil ouvrier.

En réalité, on revient progressivement au principe fondamental posé par Lénine : celui de la direction unique des entreprises :

« La plénitude du pouvoir doit être concentrée dans les directions d'entreprise », écrivait-il. « Ces directions, reposant en général sur le principe d'une direction unique, doivent s'occuper elles-mêmes de fixer le taux des salaires, de répartir l'argent, les rations, les vêtements de travail et toutes autres fournitures sur la base et en conformité des contrats collectifs passés avec les syndicats; d'autre part, elles doivent garder au maximum la liberté de manœuvrer, ... produire sans pertes, mais avec bénéfices, choisir sérieusement les administrateurs, etc. Toute ingérence directe des syndicats dans la gestion des entreprises doit être reconnue pour absolument néfaste et inadmissible. » (o.c., p. 931.)

Gomulka a d'ailleurs énoncé le même principe : l'action des syndicats doit viser à « renforcer l'État socialiste », et, dans les usines « à élever et renforcer l'autorité de l'administration en tant qu'organe dirigeant de l'entreprise ».

Les conseils ouvriers sont tout près de se voir réduits à ce même rôle (7).

La « révolution ouvrière » de Gomulka a vécu.

CLAUDE HARMEL.

(7) La direction du Conseil central des syndicats avait promis, après octobre 1956, une réforme de la structure de la Confédération dans un sens plus fédéraliste. Les nouveaux statuts atténuent à peine le centralisme antérieur. Bien qu'elle soit « l'organisation apolitique de tous les travailleurs... sans distinction de sexe, d'âge, de confession et de nationalité » (§ 1 des statuts), la Confédération n'en reconnaît pas moins « le rôle dirigeant du P.O.P.U. » dont la ligne politique sera celle des syndicats (§ 3) et demeure fidèle au « principe du centralisme démocratique ».

la dernière guerre mondiale, son nationalisme modéré s'est fait plus vif. Mais la formation successive d'associations correspondant à la Tunisie, à l'Algérie et au Maroc, qui démantelait l'A.E.M.N.A. a été, en fait, vue avec défaveur par les derniers dirigeants conscients de cette organisation. Il suffisait pour le comprendre d'écouter le discours de son président, lors du I<sup>er</sup> Congrès de l'Union Générale des Etudiants Tunisiens (U.G.E.T., filiale du Néo-Destour) tenu à Paris du 10 au 13 juillet 1953 à la salle des Horticulteurs.

La même année 1953, deux représentants du Comité Antifasciste de la Jeunesse soviétique : Zoïa Toumanova et Alexis Smirnov, étaient reçus par les Corporations des étudiants de Paris. Lors de leur passage en Sorbonne, dans l'amphithéâtre de l'annexe de la Faculté des Lettres, un groupe d'étudiants algériens vint leur offrir le livre de Jacques Dubois, Mireille Miaillhe et Boris Taslitzky : « Deux peintres et un poète retour d'Algérie », orné de la dédicace suivante :

« A nos frères étudiants soviétiques,

« Toute la reconnaissance des étudiants et de la jeunesse algérienne aux dignes disciples de l'Éternel Staline, dont les enseignements mènent tout notre peuple vers le bonheur, vers la liberté, vers l'Indépendance nationale dans la Paix. Merci au grand peuple soviétique, qui donne l'exemple à tous les peuples colonisés, qui leur indique la voie de l'épanouissement culturel, social et économique. Merci au peuple du grand Staline auquel le peuple algérien ne fera jamais la guerre. Merci au peuple que nous aimons le plus. »

« Un groupe d'étudiants algériens à Paris. »  
« Paris, le 14 avril 1953. »

Ce « groupe d'étudiants algériens à Paris » est selon toute vraisemblance à l'origine de la fondation la même année (les statuts furent déposés le 21 décembre 1953) d'une Union des Etudiants Algériens de Paris, domiciliée dans les locaux du 115 boulevard Saint-Michel comme l'U.G.E.T. et l'A.E.M.N.A., mais qui à la différence de cette dernière acceptait dans ses rangs non seulement les Musulmans, mais tous les étudiants nés en Algérie et y ayant un domicile, sans distinction de race ou de croyance : donc aussi bien Européens ou Israélites que Français Musulmans.

Cette base est celle même du Parti communiste algérien, dont les thèses affirment qu'il existe une « nation algérienne » unique. C'est surtout la base de recrutement qui lui assure les plus larges possibilités de noyautage, car la plupart de ses militants ne sont pas Musulmans.

L'Union des Etudiants Algériens de Paris s'est développée peu à peu, sans guère dépasser les 300 adhérents, et encore en y incluant des élèves de classes terminales des lycées, qui ne sont pas des étudiants au sens strict du terme; présidée en dernier lieu par l'étudiant en chirurgie dentaire Rahal Djahal Eddime, elle s'est notamment signalée en s'associant au tract d'appel au meeting anticolonialiste du 21 février 1955, dans la salle de la Société d'Encouragement, rue de Rennes, qui fut dispersé par une contre-manifestation; en protestant contre l'« état d'urgence » (*l'Humanité*, 30 mai 1955); contre une arrestation (*l'Humanité*, 11 juin 1955); en signant un appel à la capitulation conjointement avec les étudiants socialistes et communistes de philosophie (*l'Humanité*, 3 juin 1955).

Pourquoi cette U.E.A.P. n'a-t-elle pas vécu ? Parce qu'après le déclenchement de la rébellion, le F.L.N. a condamné la formule communiste d'unité nationale et imposé sa propre base musulmane aux étudiants d'origine algérienne. C'est le sens du vœu adopté le 27 février 1955 par

l'assemblée générale de la section d'Alger de l'Association des Etudiants Musulmans Nord-Africains (A.E.M.N.A.), qui invitait les étudiants musulmans algériens des Universités françaises à se réunir dans une association nouvelle et purement algérienne : ce sera l'U.G.E.M.A.

Avant d'abandonner ici l'A.E.M.N.A., il faut encore signaler qu'on retrouve sa section d'Alger dans un « comité d'action contre l'état d'urgence », à côté de l'U.D.M.A., du P.C.A. et de la C.G.T. (*l'Humanité* du 23 mai 1955), et encore dans un comité préparatoire au Festival communiste de Varsovie, à côté de l'U.J.D.A. (*Union de la Jeunesse Démocratique Algérienne*, communiste), des Etudiants Communistes, des jeunes de la C.G.T., des Amis de la Nature (également communistes) et des jeunes de l'U.D.M.A., lançant un appel paru dans la *République algérienne*, le 10 juin 1955.

### L'U.G.E.M.A. : une réaction du F.L.N.

On a vu que l'U.E.A.P. communiste a fait parler d'elle jusqu'en juin 1955. Les communistes en effet (ils dominaient notamment à Paris, Dijon et Tours) n'ont accepté que contraints et forcés la base confessionnelle (et en fait raciale) de la future Union générale; les discussions ont été vives sur ce point pendant le printemps 1955. L'Union Générale des Etudiants Musulmans Algériens fut finalement créée par un Congrès constitutif tenu à Paris du 8 au 14 juillet 1955.

C'est donc la conception F.L.N. qui l'emporte, et ce sont les consignes du F.L.N. que suivra l'U.G.E.M.A. jusqu'à sa dissolution par décret du 27 janvier 1958 : essentiellement en imposant aux étudiants musulmans algériens une grève « illimitée » des cours et des examens à partir de mai 1956, relancée en octobre de la même année, malgré l'extrême lassitude des étudiants, sur l'ordre exprès du F.L.N. qui imposait la grève scolaire en Algérie. Mais les communistes sont toujours là, et on retrouve leur main en de nombreuses occasions.

Le 20 janvier 1956, le meeting qui ouvre à Montpellier la « Quinzaine de Solidarité » de l'U.G.E.M.A. est l'occasion d'une violente bagarre avec des contre-manifestants conduits par le président d'honneur des étudiants de la ville, Mousseron. Où se tenait le meeting Ugemiste ? A la Bourse du Travail prêtée par la C.G.T. qui se plaignait du « saccage de sa bibliothèque » qui consistait essentiellement en bouteilles de vin. L'U.G.E.M.A. envoya aussitôt un de ses membres à Montpellier enquêter sur les incidents : c'est Brahim, élève de l'École Normale Supérieure de Saint-Cloud, dont on retrouve la signature le mois suivant dans *Clarté*, journal des étudiants communistes.

Le 9 février, le président de la section de Grenoble de l'U.G.E.M.A., qui est en même temps le vice-président de son Comité exécutif national : Lakdari, donne un interview au journal communiste *Les Allobroges* : en Algérie, dit-il, la presse colonialiste « n'est plus contrecarrée du tout depuis la disparition d'ALGER-RÉPUBLICAIN » (quotidien communiste d'Alger). Simple politesse ou sympathie communiste déclarée ? Toujours est-il que Lakdari est à l'U.G.E.M.A. un élément permanent qu'on retrouvera à la tribune du troisième congrès de l'organisation, en décembre 1957.

Bien qu'elle n'ait donné lieu à aucune sanction, l'exhibition du drapeau F.L.N. lors d'une réunion salle de la Mutualité, à Paris, le 23 février 1956, a fait beaucoup de bruit. Mais mal informée des affaires étudiantes, la grande presse

n'a pas relevé le fait que la réunion « anti-colonialiste » qui a lieu chaque année depuis 1949 autour de la date du 21 février est *exclusivement communiste* dans son inspiration et même dans son matériel publicitaire expédié directement de Prague (*Union Internationale des Etudiants*) et de Budapest (*Fédération Mondiale de la Jeunesse Démocratique*) où il est imprimé en huit langues. La définition en a été donnée naguère par Enrico Berlinguer, alors président de la F.M.J.D., dans l'organe du Kominform : *Paix et Démocratie* (15 février 1952) : « *Sur l'initiative de la F.M.J.D., la Journée internationale de lutte contre le colonialisme est célébrée le 21 février dans tous les pays du monde... Le 21 février est une étape importante dans le renforcement de la lutte des jeunes des pays coloniaux, semi-coloniaux et dépendants, qui jouit de la sympathie et de la solidarité des jeunes de l'Union soviétique, des pays de démocratie populaire et des jeunes progressistes des pays capitalistes.* » Le 21 février 1949, c'était le drapeau du Vietminh en guerre contre la France qui était brandi de même dans la cour de la Sorbonne. Bien entendu, le colonialisme soviétique n'est jamais mis en cause dans les meetings du 21 février. L'U.G.E.M.A. s'est ralliée sans hésitation à cette tradition communiste plus ancienne qu'elle-même.

Le vendredi 18 mai 1956, l'assemblée générale de la section d'Alger de l'U.G.E.M.A. décide la grève « illimitée » des cours et des examens. Un tract tourné et glissé sous les portes des chambres de la Cité Universitaire dans la nuit y ajoute une consigne plus grave : celle de rejoindre le maquis F.L.N. Aussitôt, l'Union de la Jeunesse Démocratique Algérienne (communiste, clandestine) les reprend à son compte par un autre tract : « *Toutes nos cellules d'étudiants, de collégiens, de lycéens et d'élèves des cours complémentaires doivent respecter ce mot d'ordre quitta à prendre des mesures de violence et à châtier exemplairement tout réfractaire à la grève.* »

En dehors de ces occasions où la collusion avec le communisme se laisse reconnaître, elle est généralisée dans la métropole par le climat particulier des associations d'étudiants. Pendant ses deux ans et demi d'existence, l'U.G.E.M.A. n'a cessé d'être une pomme de discorde dans l'Union Nationale des Etudiants de France (U.N.E.F.), passée en 1956 aux mains d'une coalition de gauche dont le communisme n'est pas absent. Ainsi tous les actes de l'U.G.E.M.A. à partir de l'appel aux armes de mai 1956 sont soutenus par un groupe d'associations générales de l'U.N.E.F. dont certaines sont pratiquement des succursales du P.C., comme l'A.G. des Etudiants en Sanatorium présidée alors par le communiste Plumyène, ou l'A.G. des Préparations Littéraires et Artistiques présidée alors par Claude Kastler, à présent secrétaire général adjoint de l'Union des Etudiants Communistes de France.

Ainsi, le Parti communiste peut soutenir efficacement l'U.G.E.M.A. et s'assurer de plus en plus la sympathie de ses chefs, sans même que son nom apparaisse ni qu'aucune de ses démarches soit faite au nom de l'Union des Etudiants Communistes. On n'oubliera pas le rôle de personnages comme le professeur Mandouze, dont l'action pro-F.L.N. fait parfois oublier qu'il fonda jadis l'Union des Chrétiens Progressistes et qu'il déclara une fois pour toutes : « *on est avec les communistes ou contre eux : je suis avec eux* » ; ou le conseiller juridique de l'U.N.E.F., Borella, qui à l'occasion soutient une réunion communiste dans sa ville de Nancy, etc.

## L'U.G.E.M.A. et l'U.I.E.

Qu'attendent de l'U.G.E.M.A. les communistes ? Essentiellement qu'elle se lie au mouvement communiste international, c'est-à-dire, dans le domaine qui est le sien, à l'Union Internationale des Etudiants de Prague, dont elle a déjà adopté la journée du 21 février. La coopération avec l'U.I.E. est d'ailleurs tentante : elle offre à l'U.G.E.M.A. ses immenses moyens de propagande : la luxueuse revue mensuelle *Etudiants du Monde*, son *Bulletin d'Informations* bimensuel, ses circulaires, affiches et communiqués quasi hebdomadaires expédiés dans le monde entier en huit langues, et même ses émissions radiophoniques, ses relations déjà anciennes et solides avec beaucoup d'associations étudiantes, du Japon, où Chaïb Mustapha représenta l'U.G.E.M.A. en 1957 au dixième congrès de la Zengakuren communiste, à l'Afrique où l'Union Générale des Etudiants d'Afrique Occidentale (U.G.E.A.O., ancienne A.G. des Etudiants de Dakar) l'est pratiquement aussi, en passant par la Birmanie ou l'Inde où l'All Burma Federation of Students Unions et l'All India Students Federation ne le sont pas moins, sans compter bien entendu toutes les associations du bloc soviétique. Toutes les ressources de celui-ci sont enfin au service de la propagande dans les milieux de jeunes et d'étudiants, littéralement sans compter (on le verra au Festival de Moscou en 1957). La collaboration avec l'U.I.E. n'a même pas l'inconvénient d'être compromettante dans l'immédiat : la presse et l'opinion des pays occidentaux sont ignorantes de ces réalités. D'ailleurs, l'A.E.M.N.A. est membre de l'U.I.E. depuis plusieurs années déjà, imitée depuis par l'U.N.E.M.

Le premier signe visible de la collaboration de l'U.G.E.M.A. avec l'U.I.E. est le séminaire sur le colonialisme organisé par celle-ci à Prague du 13 au 19 avril 1956, après une tentative, qui faillit réussir, de le tenir à l'Institut de la Jeunesse, de l'U.N.E.S.C.O. à Gauting près de Munich : l'U.G.E.M.A. s'y trouve à côté de l'U.G.E.A.O., de l'Association des Etudiants d'Origine Malgache, de la Fédération des Etudiants d'Afrique Noire en France (F.E.A.N.F., communiste), de la W.A.S.U. britannique (*West Africa Students Union*, dont le leader Ademola Thomas est alors très inféodé à l'U.I.E. qu'il quittera plus tard), de l'U.G.E.T. et de l'Union Nationale des Etudiants du Maroc, de quelques autres encore ; seule l'Union Nationale des Etudiants de la Côte de l'Or (le futur « Ghana ») a décliné l'invitation de l'U.I.E. qui « subordonne le bien-être des étudiants aux questions de régime politique ». L'agence tchèque C.T.K. résumera ainsi le 16 avril le résultat des travaux du Séminaire : « *Ceux qui ont pris part à la Conférence sont parvenus à la conclusion que le renversement du joug colonial est la condition principale de la renaissance et du développement de la culture nationale des peuples et de leur système d'enseignement.* » En fait, c'est le début de la prise en main.

C'est un plus grand voyage que l'U.I.E. offre ensuite à l'U.G.E.M.A. avec le « petit Bandoeng » qui se tient dans cette ville dont il exploite le nom, du 30 mai au 7 juin 1956. Ce n'est pas l'U.I.E. qui a lancé les invitations ; mais le noyau communiste est tel qu'il suscite plusieurs protestations, sans compter celle d'Israël tenu à l'écart sur demande des Unions arabes. L'Inde, le Liban sont représentés dans le comité préparatoire par des fonctionnaires du parti communiste local ou de l'U.I.E. ; la délégation des Philippines quittera la conférence en claquant la porte, et pendant la Commission des Mandats avait dû passer six jours à régler les conflits de

représentation avant que la Conférence pût vraiment s'ouvrir le 5 juin! Mais l'U.G.E.M.A. n'a pas bronché. Bien entendu, la Conférence lui donne satisfaction (appendice 2 aux Résolutions) en « *assurant de sa sympathie et de sa solidarité le peuple algérien luttant pour son indépendance* » et « *adresse un appel à l'O.N.U. pour l'envoi en Algérie d'une commission d'enquête sur les crimes contre l'humanité perpétrés par les colonialistes français* ».

A Prague de nouveau, c'est du 26 août au 4 septembre le quatrième congrès de l'U.I.E. Il a été préparé par une session dans cette même ville du Comité exécutif de l'U.I.E. les 3 et 4 juillet, en présence d'un délégué de l'A.E.M.N.A. porteur d'une communication de l'U.G.E.M.A. Sur sa demande, l'U.I.E. adopte une motion « *d'entière solidarité aux étudiants algériens qui luttent avec leur peuple pour l'indépendance nationale* » et « *mandate le secrétariat de l'U.I.E. pour prendre toutes les mesures nécessaires pour venir en aide à ces étudiants* ».

Au Congrès lui-même, l'A.E.M.N.A. est représentée par le Tunisien Chtouar, l'U.G.E.M.A. par son secrétaire général Belarbi et son adjoint Malek plus violent encore, l'U.N.E.M. (Maroc) par Lalami qui, en obtenant une minute de silence à la mémoire des étudiants tombés dans les rangs de la rébellion algérienne, fait éclater la délégation française en deux parties (dont l'une devait être expulsée à la demande de l'autre par la police tchèque!). A l'unanimité, le Congrès « *demande au gouvernement français de reconnaître le droit à l'indépendance nationale du peuple algérien; appelle tous les étudiants à organiser des manifestations de solidarité avec leurs camarades algériens afin que ce droit soit reconnu; engage le Comité exécutif à prendre toutes mesures matérielles pour aider les étudiants algériens en grève de solidarité avec leur peuple* ».

Il est notable aussi qu'à la conférence occidentale de Ceylan (11-21 septembre 1956) où elle se rend pour faire pendant à l'U.I.E., l'U.G.E.M.A. renonce explicitement à la base confessionnelle en déclarant qu'elle « *représentait l'ensemble des étudiants algériens qu'elle n'avait pas de caractère confessionnel : sa dénomination n'avait été choisie que pour des raisons de circonstances politiques, et les étudiants d'origine juive ou européenne avaient parfaitement la possibilité de s'inscrire à cette Union* » (rapport des délégués français, U.N.E.F.-Informations n° 39, septembre 1956). Les communistes non-musulmans sont-ils rentrés de la sorte à l'U.G.E.M.A.?

### Les voyages de l'été 1957

Il serait quasi-impossible de relever toutes les motions du genre de celles citées plus haut, adoptées dans les deux dernières années tant par l'U.I.E. que par ses Unions membres de Chine, Vietnam-Nord, U.R.S.S., pays coloniaux d'Afrique et d'Asie, satellites d'Europe orientale, correspondants des pays occidentaux, etc. L'U.I.E. en a réuni plusieurs dans une brochure : « *Documents sur les étudiants d'Algérie* », éditée au printemps 1957 en français, anglais et espagnol. L'essentiel est que le lien est désormais noué : les dirigeants de l'U.G.E.M.A. assistent à toutes les instances de l'U.I.E., qui joue à leur égard le même rôle d'agence de voyage des deux côtés du rideau de fer que pour la F.E.A.N.F., l'U.G.E.M.A., les Cypriotes, etc. Fait caractéristique : l'U.G.E.M.A. reste totalement neutre devant l'agression soviétique en Hongrie; elle reprochera seulement à l'U.N.E.F. de s'être déclarée favorable à l'indépendance nationale hongroise sans avoir fait de même pour l'Algérie. Plus explicite

encore, le communiqué commun de l'U.G.E.M.A. et de l'U.I.E., lorsque des représentants de la première rendent visite à la seconde à Prague en février 1957, précise que « *d'autres problèmes ont été examinés et en particulier les événements d'Egypte et de Hongrie : à ce propos, le secrétariat de l'U.I.E. et la délégation de l'U.G.E.M.A. ont constaté que, quelle que soit l'opinion des différentes organisations étudiantes sur ces problèmes, ils ne doivent en aucun cas constituer un obstacle à la coopération* ». On apprend par la même occasion que dix étudiants de l'U.G.E.M.A. sont boursiers de l'U.I.E. dans des pays communistes : ils sont apparemment dispensés de la « *grève illimitée* » toujours imposée par l'U.G.E.M.A. à ses membres en France.

En juin 1957, l'U.G.E.M.A. est représentée au congrès de la Zengakuren (Japon); le 1<sup>er</sup> juillet, Tchou En-lai reçoit le secrétaire général de l'U.G.E.M.A. : Khemisti, qui se rend ensuite à la tête d'une délégation de cinq Ugemistes en Corée du Nord où, hôte de la *Ligue Coréenne de la Jeunesse Démocratique*, il exprime à Pyong-Yang « *sa joie de rencontrer la jeunesse coréenne qui a donné au monde entier un exemple de courage et d'héroïsme* »; il passe encore par le nord-Vietnam où il est reçu de même par l'*Union Nationale des Etudiants du Vietnam* (communiste) qui ne manque pas d'insister sur le parallélisme de la lutte de leurs deux pays.

Le 28 juillet s'ouvre le Festival de Moscou : l'U.G.E.M.A. y a envoyé 40 représentants. Tandis qu'ils défilent sur le stade Loujniki, les communistes de la délégation française se lèvent pour les applaudir, blâmés par d'autres Français : des discussions avec les Algériens ont failli dégénérer en pugilat. Au contraire, les communistes apportent des cadeaux à l'U.G.E.M.A. La partie « *anticolonialiste* » du Festival est d'ailleurs très développée, marquée par un « *rapport sur le colonialisme* » du président de la F.E.A.N.F. : Noé Kutuklui, qu'on retrouvera bientôt vice-président de l'U.I.E.

L'U.G.E.M.A. assiste encore au Congrès de la F.M.J.D. (*Fédération Mondiale de la Jeunesse Démocratique*) à Kiev, du 16 au 22 août : elle y est seule à représenter l'Algérie, bien que l'*Union de la Jeunesse Démocratique Algérienne* (communiste) existe toujours dans la clandestinité. L'U.G.E.M.A. n'est qu'« *observateur* » au Congrès, mais une place lui est réservée au Comité exécutif « *élu* » par la F.M.J.D., qui vote une résolution de « *soutien au peuple algérien soumis à l'extermination totale* ».

Du 19 au 25 août, c'est un séminaire de l'U.I.E. à Sinaïa (Roumanie), où l'U.G.E.M.A. fait adopter le principe d'une campagne mondiale de

Tous les renseignements contenus dans EST & OUEST sont publiés en vue de leur diffusion. Nous ne voyons que des avantages à ce que les membres de notre Association utilisent de la manière la plus large la documentation que nous leur fournissons. La reproduction de nos études, documents et informations est libre. Il n'y a aucun droit d'auteur. D'autre part, nous sommes à la disposition des membres de l'Association pour tous renseignements particuliers dont ils pourraient avoir besoin. Adresser la correspondance à EST & OUEST, 86, boulevard Haussmann, Paris (8<sup>e</sup>).

pression sur l'O.N.U. par des messages des organisations d'étudiants.

Du 10 au 17 novembre, la F.D.J. (« *Jeunesse Libre Allemande* ») d'Allemagne Orientale, qui n'est pas autre chose qu'une succursale de la police de Walter Ulbricht, reçoit une délégation de l'U.I.E. : Tahar Hamdi, qui sera élu trésorier de l'U.G.E.M.A. à son Congrès de décembre 1957, en fait partie; cette fois, l'U.G.E.M.A. est complètement intégrée à l'U.I.E., puisque c'est cette dernière que Hamdi représente officiellement en Allemagne Orientale et non l'U.G.E.M.A. comme telle.

### Les communistes dans l'U.G.E.M.A.

Le noyautage attesté par ce tour du monde soviétique de l'été 1957 est confirmé par d'autres signes. En mars 1957, la section de Paris de l'U.G.E.M.A. publie un bulletin de ton très violent : on y trouve le compte rendu d'une conférence faite à ses adhérents par Jean Dresch, directeur de l'Institut de Géographie de la Sorbonne et membre du Parti communiste. Très habilement, Dresch n'a pas mis en avant l'U.R.S.S. mais l'exemple chinois, en parlant des « *problèmes économiques et sociaux dans le cadre de la lutte nationale* ». Le 22 mars, une autre « conférence culturelle » de l'U.G.E.M.A. fait appel à Henri Lefebvre, autre universitaire communiste, qui traite des « *voies vers le socialisme* ». On voit que pour devenir section de l'U.G.E.M.A., l'ancienne « Union des Etudiants Algériens de Paris » n'a pas abandonné ses sympathies communistes. Le 10 novembre 1957, on retrouve Jean Dresch à Tunis : l'U.G.E.T. y a réuni des représentants de l'U.G.E.M.A., du F.L.N. (Boumendjel) et des progressistes et communistes français pour y réclamer l'indépendance de l'Algérie. Dresch parlera encore le 7 février 1958 au meeting universitaire de protestation contre la dissolution de l'U.G.E.M.A.

Elle vit, en effet, ses dernières semaines pendant l'hiver de 1957-1958. Le 12 novembre, Khe-misti a été arrêté. L'U.I.E. fait pleuvoir de toutes les parties du monde des messages de protestation, répétition générale des démonstrations qui suivront la dissolution de l'U.G.E.M.A. Est-ce en prévision de celle-ci qu'un projet de *Confédération Nord-Africaine des Etudiants* est élaboré par les Tunisiens? En attendant sa réalisation par un colloque à Tunis du 31 décembre 1957 au 2 janvier 1958, l'A.E.M.N.A., renouvelant son bureau, place à côté de l'Algérien Keramane, président, un participant du Festival de Moscou, le Tunisien Ben Ayad, au secrétariat général.

L'U.G.E.M.A. tient son troisième congrès du 23 au 26 décembre 1957 à Paris. Le Japonais Tanaka, représentant l'U.I.E., salue la « Révolution algérienne »; le vœu que « 1958 voie l'Algérie libre » est formulé par Jacques Vergès, qui n'est pas seulement l'avocat de Djemila Bouired, mais surtout un *apparatchik* communiste, ancien fonctionnaire de l'U.I.E. à Prague de 1950 à 1953, qui la représentait encore à la conférence de l'Entraide Universitaire d'août 1955. Les motions du Congrès sont rédigées avec le plus grand soin, pour conserver une certaine balance entre l'U.I.E. et l'organisation occidentale correspondante (« *Co-Sec* »); mais un « *chaleureux salut* » est adressé à la Conférence Afro-Asiatique du Caire, dont on sait qu'elle est aussi peu la suite de celle de Bandoeng que le « petit Bandoeng » étudiant de 1956. L'U.G.E.M.A. ratifie à cette occasion un accord avec l'U.I.E. dont les termes ne sont pas rendus publics : il s'agit probablement d'un statut particulier évitant à l'U.G.E.M.A. une adhésion formelle à l'U.I.E. comme membre tout en lui réservant les mêmes droits.

En tout cas, l'U.G.E.M.A. est représentée à la session du Comité exécutif de l'U.I.E. à Leipzig (Allemagne orientale) du 6 au 11 janvier 1958 : son vice-président Chaïb Taleb est aussi le délégué de la nouvelle *Confédération Nord-Africaine des Etudiants*. Il rappelle que « *tous les étudiants algériens sont engagés dans la lutte pour la libération et sont prêts à continuer leur combat jusqu'à la victoire finale* », et remercie l'U.I.E. et ses organisations membres de leur soutien. Le Comité exécutif « *fait appel à tous les étudiants du monde, leur demandant de renforcer l'U.G.E.M.A. et prendre des mesures concrètes pour fournir une aide morale et matérielle à leurs camarades algériens* ».

La dissolution de l'U.G.E.M.A., le 28 janvier 1958, provoque un concert de protestations dans le monde entier. L'U.I.E. a organisé une *Semaine internationale de solidarité avec l'U.G.E.M.A.* du 24 au 30 avril et édite une affiche spéciale. Les réactions en France rappellent l'autre face du noyautage communiste : la manifestation qui réunit un millier d'étudiants sur le boulevard Saint-Michel, le 4 février, est conduite par le secrétaire général de l'*Union des Etudiants Communistes de France*, Claude Deydier, parfaitement reconnaissable sur les photographies reproduites aussi bien par la presse occidentale (*Bulletin d'information du Co-Sec, Miroir des Etudiants*) qu'orientale (encart spécial d'*Etudiants du Monde*). L'appel était signé, à côté des Etudiants Communistes, par les associations d'étudiants coloniaux : U.G.E.T. et U.N.E.M., A.E.M.N.A., F.E.A.N.F., A.E.O.M. (Malgaches), Union des Etudiants Guyanais, A.G. des Etudiants Gadeloupéens, Association des Etudiants de la Martinique; coalition qui organisait le même soir un meeting à la Mutualité, où parlèrent trois communistes : Vergès, Jacques Denis au nom de la F.M.J.D., un représentant de l'U.E.C.F. Mêmes signatures, quinze jours plus tard, sous le tract du 21 février, la *Confédération Nord-Africaine des Etudiants* relayant cette fois l'A.E.M.N.A. Cette agitation est naturellement soutenue par les A.G. communistes de l'U.N.E.F. Notons, enfin, la présence le 21 février en Roumanie d'un représentant officiel de l'U.G.E.M.A. dissoute, Hamid Ferdjoui, invité par l'organisation communiste des étudiants roumains en compagnie de Van den Reysen de la F.E.A.N.F.

\*\*

Même additionnés, ces faits ne permettent pas de considérer l'U.G.E.M.A. comme une organisation communiste. Ce qualificatif s'appliquerait bien davantage à la F.E.A.N.F. Cependant, les liens noués avec l'U.I.E. auront sans doute fait croire à beaucoup d'étudiants nationalistes algériens que l'U.R.S.S. défend leur cause de façon désintéressée; psychologiquement, cette expérience leur interdit pour l'avenir tout réflexe de défense anticommuniste, et elle développe sans doute chez plusieurs une sympathie active.

Plus rares parce que moins faciles à relever, les signes de la pénétration idéologique intérieure (choix de conférenciers communistes...) confirment ces conclusions. Une organisation ne peut envoyer impunément 40 représentants au Festival de Moscou, qu'elle n'a pas mis en garde contre les pièges du communisme, sans que certains en reviennent contaminés. Il en résulte dans la masse une sympathie diffuse pour les régimes communistes, que Moscou s'entend parfaitement à exploiter. Le vocabulaire « révolutionnaire » commun à l'U.G.E.M.A.-F.L.N. et au P.C. facilite le glissement. N'est-ce pas le chemin de la Syrie où de l'Indonésie?



# Un "historien" de l'école Bessedovsky V. Alexandrov

UNE éternelle impunité semble protéger les imposteurs que sont les auteurs de livres sur « Les secrets du Kremlin ». Après G. Alexinsky, G. Bessedovsky, A. Bajanov, Y. Delbars, c'est à Paris que sévit à son tour V. Alexandrov, c'est à partir de Paris que l'on diffuse ses « révélations ».

Anciens fonctionnaires des Soviets, des « littérateurs » comme Bessedovsky et Bajanov ont débuté en publiant des ouvrages signés de leur nom, qui renfermaient tous les éléments d'information sur le système soviétique dont ils pouvaient avoir connaissance; leurs connaissances étant limitées, ils ne se privaient pas de les « grossir ».

Après quoi, leurs stocks étant épuisés, ces auteurs inventèrent purement et simplement : événements, documents secrets, personnages même sortirent de leurs cerveaux féconds.

Il était très facile de faire parler les morts; pourquoi s'en seraient-ils privés? Ainsi furent vendus, sous forme de microfilm, à des Américains — fort cher bien entendu — de prétendus *Mémoires de Litvinov* : il s'agissait évidemment d'un texte apocryphe, tout le monde finit par en convenir, excepté le professeur anglais E.H. Carr. Nos « spécialistes » fabriqueront ensuite d'autres « Mémoires », ceux de Jdanov et de son fils (qu'ils croyaient mort); lorsqu'ils apprirent qu'il était encore en vie, ils renoncèrent à la publication de ce texte. Puis, vint le tour du fameux *Testament* de Staline qu'un quotidien parisien faillit acheter 500.000 francs : l'affaire ayant échoué, on écroula la marchandise en Allemagne.

Plus rémunérateur encore était le stratagème qui consistait à imaginer un personnage, proche parent d'un dignitaire soviétique, et à le faire parler... Ainsi naquit un prétendu neveu de Staline nommé Boudou Svanidzé, sous la signature de qui furent publiés des livres comme *Mon oncle Joseph* ou *Malenkov*, et de nombreux articles. Mais la supercherie fut dévoilée; Svanidzé disparut pour laisser la place à d'autres : un neveu de Béria apparut très opportunément pour Bessedovsky au lendemain de la liquidation du chef de la police soviétique. (Sur l'honneur, Bessedovsky certifia dans un journal allemand avoir recueilli ces révélations naturellement « exclusives » de la bouche même du fameux neveu, de même qu'il avait affirmé auparavant connaître fort bien B. Svanidzé.)

Puis, quand Malenkov démissionna en 1955, entra en scène un certain A. Martynov, son secrétaire. Lui aussi avait beaucoup à révéler...

Enfin, les problèmes de la guerre et de la paix alarmèrent l'opinion occidentale; on put voir dans les vitrines des libraires un livre sur Kapitzia : *Le père de la bombe atomique*, ou sur Joukov, *chef de l'Armée rouge*. De même, au lendemain de la guerre, la même équipe avait publié des ouvrages à sensation sur l'Armée rouge, signés par des officiers supérieurs soviétiques inventés pour la circonstance : *Les Maréchaux soviétiques parlent*, par C. Kalinov, et *Ma Carrière à l'Etat-Major soviétique*, par Krylov.

## En lisant Alexandrov

Mais le jour vint où il fallut trouver du nouveau. Pour rajeunir l'entreprise, Georges Alexandrov, d'origine russe comme ses acolytes, mais naturalisé américain, revint des Etats-Unis et se mit au travail.

Les procédés qui avaient fait leurs preuves durant les années précédentes, Alexandrov les utilisa de nouveau. En outre, il puisa largement à des « sources » bien connues de lui : les ouvrages publiés par ses amis auparavant.

C'est ainsi que *Les Apatrides* (Flammarion) renferme des pages et des pages de louanges à la gloire de Bessedovsky dont l'intelligence politique est bien connue; mêmes références à Bessedovsky dans *L'Ours* et *la Baleine*, qui vient de paraître chez Stock, livre consacré aux relations soviéto-américaines.

Bien entendu, ces deux ouvrages citent d'abondance les « témoignages » des personnages inventés par Bessedovsky, par exemple Martynov, le fameux « secrétaire particulier de Malenkov », par surcroît « petit cousin de Maxime Gorki », mis au monde en 1955 pour faire recette dans certains quotidiens de province et enterré quelques semaines plus tard quand la supercherie fut dévoilée. (Il fallut pour cela un démenti à l'invention qui faisait de l'épouse de Malenkov la demi-sœur de Khrouchtchev, invention qu'avait exploitée « Martynov ».)

Mais il arrive aussi à Alexandrov de recourir aux ouvrages de ses amis sans citer ses sources; ainsi, il a trouvé dans le livre de « Krylov » des précisions « inédites » (et pour cause) sur la signature du pacte soviéto-yougoslave de 1941. On trouve, chez Alexandrov, les mêmes erreurs que dans « Krylov » y compris les fautes d'orthographe : Marinkovitch pour Markovitch, Gabrilovitch pour Gavriloitch, etc.

Les trouvailles propres à Alexandrov ne sont pas extrêmement ingénieuses : à l'appui de ses divagations, il donne des références de fantaisie, citant « un journal soviétique » (sans donner son titre), « la presse yougoslave », un journal publié par des Russes émigrés en Colombie ou en Australie, ou encore un témoin mystérieux, réfugié russe parvenu à Rio de Janeiro via Berlin-Ouest et désigné seulement par un nom d'emprunt.

Comme les autres imposteurs, Alexandrov, lorsqu'il lui arrive d'exposer autre chose que les fruits de son imagination, accumule les inexactitudes. Parlant de l'espionnage soviétique, il multiplie les énormités :

« Un autre service soviétique, qui opérait en Europe sous le nom de « Chapelle Rouge », dirigé de Suisse par un certain Rado, avait établi une filiale à Shangai, où il réussit à installer ses informateurs auprès des cercles japonais », écrit-il dans *L'Ours* et *la Baleine*.

La vérité est qu'il exista réellement en Europe un organisme baptisé « Rote Capelle », mais il n'avait rien de commun avec le réseau de Shangai.

Dans son livre sur Khrouchtchev, il écrit encore :

« Il y avait, en 1932, plusieurs « jeunes »

membres du Politburo, Jdanov, Malenkov, Tchitcherbakov, qu'éclipsa Khrouchtchev.»

En fait, en 1932, aucun de ces trois personnages n'appartenait au Politburo, et pas davantage au Comité central. Alexandrov ne fait que répéter l'une des nombreuses erreurs commises avant lui par ses amis. Autre contre-vérité historique que l'on peut citer entre beaucoup d'autres que renferme son livre sur Khrouchtchev : « *Seul le minuscule groupe menchévick internationaliste d'un certain Lozovskiy participe au premier gouvernement soviétique.* »

Certes, Alexandrov n'est ni le premier ni le dernier à écrire sur un problème dont il ignore les données essentielles : le problème soviétique. Mais lui et ses acolytes sont les seuls qui aient, jus'qu'ici, ajouté l'ignorance du sujet à l'invention et à la falsification grossières.

C'est ainsi qu'il explique dans son *Khrouchtchev* (p. 59) l'hostilité qui opposait en 1934 Skrypnik et Khrouchtchev en s'appuyant sur de prétendus « sténogrammes de la réunion du Comité central » et en citant des paroles de Khrouchtchev et de son adversaire. Or, Skrypnik était déjà mort en 1934, contrairement à ce que prétend Alexandrov qui situe en 1934 le suicide du leader ukrainien alors que l'événement eut lieu en 1933. Si Alexandrov avait pris la peine de consulter le procès-verbal du XVII<sup>e</sup> Congrès du P.C. (janvier 1934), il aurait pu constater que le nom de Skrypnik avait déjà disparu, ce qui lui aurait évité de faire parler un mort.

Mêmes « libertés » dans *L'Ours et la Baleine*. Dans ce livre, Alexandrov rapporte une « confidence » faite par M. Piyadé « à un ami socialiste français, à Paris, quelques jours avant sa mort subite ». Le malheur est que Piyadé ne se trouvait pas à Paris durant les jours qui précédèrent sa mort. Venant par avion de Londres, il atterrit au Bourget le 15 mars 1957 à 14 heures et mourut à Paris 4 heures plus tard sans avoir eu le loisir de faire des confidences à qui que ce fût.

Plus loin, Alexandrov, décidément persuadé que l'on peut tout se permettre avec un mort, cite les *Mémoires* de Victor Serge à propos de l'assassinat d'Ignace Reiss. Or, les paragraphes cités par Alexandrov n'existent absolument pas dans les *Mémoires d'un révolutionnaire* de V. Serge, et notre auteur, conscient de son imposture, tente de brouiller la piste en indiquant comme référence « l'édition complète des *Mémoires* », ce qui est vague à souhait; plus

loin, dans sa bibliographie, il cite : *Victor Serge, « Carnet des Mémoires »*, sans aucune autre précision relative à la date et au lieu de publication, et pour cause.

Si l'entreprise de mensonges de Bessedovsky, Alexandrov et C<sup>ie</sup> ne répondait qu'à des impératifs commerciaux, il n'y aurait que demi-mal. Mais, ces imposteurs ne mentent pas par hasard et, en fabriquant, selon le mot de Bessedovsky, « des livres pour les idiots », ils observent une règle invariable : ne jamais attaquer l'Union soviétique et présenter obligatoirement les maîtres du Kremlin sous un jour sympathique et favorable.

Quand Staline était tout puissant, le dénommé Boudou Svanidzé le dépeignait comme un brave oncle sentimental épris de balalaïka et de parties de boules avec Molotov. Aujourd'hui, c'est Khrouchtchev que l'on nous présente comme le bonhomme jovial avec qui l'on peut s'entendre.

De même, dans l'interprétation des événements, Alexandrov soutient systématiquement les thèses soviétiques dans son dernier livre. Il écrit par exemple : « *Dans la triste affaire de Pologne de 1939, l'attitude de Moscou a été suffisamment correcte...* » (p. 107); « *le « poids mort » de cette armée (l'Armée rouge) avait sauvé l'Angleterre en 1940...* » (p. 109); « *Les bureaucrates de Washington ont contribué de leur côté à détruire l'entente cordiale Roosevelt-Staline...* » (p. 188).

Et, bien entendu, tout ce qui s'est passé depuis lors est de la faute des Occidentaux : ils ont fait échouer la Conférence de Potsdam; la guerre froide ne résulte ni de l'occupation de l'Europe orientale par l'U.R.S.S., ni des visées expansionnistes de Staline, mais du discours prononcé par Churchill à Fulton, etc. Quant à la récente révolution hongroise, elle a évidemment été provoquée par « *Free Europe* » : « *La station radiophonique de Munich, qui est une station privée mais qui représente le State Department, s'immisçait journellement dans les affaires hongroises. Elle promettait, entre autres, à chaque réfugié hongrois arrivant sur le territoire autrichien, une importante aide financière, que le gouvernement autrichien, en fait, n'a jamais voulu ni surtout pu payer...* » (p. 227).

Quand une conviction sincère incite à défendre les thèses soviétiques, il est difficile de faire la part de la naïveté, de l'ignorance et de la sottise. Nul doute, au contraire, que Bessedovsky, Alexandrov et leurs amis soient parfaitement conscients du rôle pernicieux qu'ils jouent.

## Associations d'Etudes et d'Informations Politiques Internationales

86, Boulevard Haussmann — PARIS-8<sup>e</sup>

Fondée le 7 avril 1949, conformément à la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901, l'Association d'Etudes et d'Informations Politiques Internationales a pour but l'étude des questions économiques, politiques, historiques, sociales et culturelles internationales.

EST & OUEST (ex-B.E.I.P.I.) est son organe. Il paraît toutes les quinzaines. Tous les adhérents de l'Association le reçoivent, ainsi que les divers suppléments qu'elle édite.

EST & OUEST publie, en particulier, des études et des informations inédites, ainsi que des documents révélateurs sur les pays du bloc soviétique et sur le communisme lui-même.

La cotisation des membres correspondants a été fixée à 3.000 francs pour six mois et 6.000 francs pour un an. En ce qui concerne les membres résidant à l'étranger, la cotisation est fixée à 7.500 francs pour un an et 9.000 francs si ces membres désirent recevoir EST & OUEST par avion.

Versement au compte chèque postal de l'Association, Paris Compte Courant Postal 7241-06 ou règlement par chèque bancaire à l'ordre de l'Association.

# L'U.R.S.S. contre les expériences et les vols nucléaires

**C**E ne sont plus les fusées ou les satellites artificiels qui occupent le premier plan de l'actualité, mais les engins atomiques. En fait, il ne s'agit que des deux éléments d'un même problème qui comprend, d'une part, les moyens de « transport » ou de « livraison », d'autre part, les charges de destruction, ou projectiles. Et il s'agit toujours, dans l'un et l'autre cas, de la compétition sans relâche entre l'Est et l'Ouest.

On sait que l'U.R.S.S., après avoir achevé une série d'expérimentations atomiques, a proposé, en feignant de vouloir ranimer les négociations sur le désarmement, un arrêt général des explosions, seul moyen de mettre un frein à la préparation d'un conflit nucléaire. Ce stratagème des dirigeants soviétiques était cousu de fil blanc, mais il pouvait produire un certain effet sur une opinion publique sensibilisée par la perspective d'une troisième guerre mondiale avec emploi éventuel d'un armement de destruction massive.

La manœuvre soviétique était assez habile. En effet, les Russes ayant terminé leur série d'essais, les Américains s'apprétaient précisément à commencer la leur. Toutes les suppositions sont permises. Les dirigeants du Kremlin se doutent bien que leurs rivaux ne renonceraient pas aux expériences projetées; ainsi, auront-ils eu le bénéfice du geste et toute latitude de reprendre à leur tour l'initiative d'une nouvelle série.

## Le caractère des expériences atomiques

Or, une campagne d'essais est fort longue à préparer, non pas seulement au point de vue matériel, mais surtout par ce qu'elle présuppose de très longues études des techniciens à partir des résultats des essais précédents qui déterminent les nouveaux domaines à explorer.

Une explosion atomique n'est évidemment pas déclenchée n'importe où et n'importe comment, sa puissance suffisant à résoudre tous les problèmes. Une telle explosion est infiniment complexe dans ses effets. On peut en juger en parcourant un manuel sur les engins spéciaux, par exemple la réglementation à l'usage de l'armée française, qui est une adaptation d'un ouvrage américain sur les armes atomiques.

On est immédiatement frappé par l'extrême diversité des cas. Ils diffèrent avec le lieu de l'explosion (en plein ciel, au sol, sous terre, sur l'eau et sous l'eau) et aussi avec l'altitude. Par exemple, les effets peu perceptibles dans le sol, sont très sensibles en altitude, notamment par le fait des retombées de poussières radioactives. Une foule de facteurs interviennent, indépendamment de la puissance de l'engin : plus particulièrement la nature des sols, l'état de l'atmosphère et son degré d'humidité, les vents régnaient, leur direction et leur violence.

Au point de vue technique de la fabrication des engins, les essais portent sans cesse sur de nouveaux types; de plus en plus, leur poids tend à être réduit de même que leur volume, tant en ce qui concerne la charge proprement dite que son enveloppe de protection.

Il ne suffit plus, à l'heure actuelle, de posséder quelques bombes d'un type quasi unique, à

amener en un point donné avec des moyens matériels considérables; l'important est de disposer d'une gamme de projectiles répondant à des exigences de toutes sortes. La spécialisation est, en ce domaine, aussi nécessaire que dans celui du matériel d'artillerie.

Les Soviétiques n'ignorent évidemment pas cet aspect et ces exigences de la compétition atomique depuis qu'ils s'y sont engagés eux-mêmes à fond. Retarder, ou seulement tenter de limiter quelque peu les essais américains, signifierait pour eux un gain de temps infiniment précieux.

## U.S.A. : Cent explosions en quinze ans

On sait qu'en l'espace d'un seul mois, au printemps de 1958, les techniciens soviétiques ont procédé à neuf explosions expérimentales, soit presque une tous les trois jours. C'est considérable. Et il faut toute leur hypocrisie, après une telle débauche, pour oser demander l'arrêt des expérimentations. Le procédé est d'ailleurs bien dans la manière communiste.

Jusqu'à présent, on est parvenu sans trop de mal à détecter toutes les explosions atomiques ou thermonucléaires qui se produisaient à la surface du globe en mesurant l'élévation du taux de la radioactivité de l'atmosphère engendrée par les « retombées » dispersées dans l'air. Il peut y avoir un certain décalage entre l'explosion et l'élévation de ce taux, selon le sens général des courants et des vents régnants dans les couches élevées de l'atmosphère. Très souvent, la nouvelle d'une explosion a été signalée en premier lieu par le Japon, les essais soviétiques étant effectués dans les zones arctiques de la Sibérie.

On peut également accorder tout son sens à l'interdiction rigoureuse (signalée par une dépêche de Stockholm et survenue durant cette période d'expérimentations intensives) faite aux diplomates étrangers en U.R.S.S. de circuler dans certaines régions, où la détection de la radioactivité, qui peut être opérée très facilement au moyen de simples appareils de poche, leur aurait probablement permis de localiser les zones d'essais nucléaires. La topographie du territoire soviétique est telle que, pour que les techniciens disposent d'un « champ de tir » d'environ dix mille kilomètres, les lancements (précédemment signalés dans la région d'Omsk pour des engins de portée moyenne) doivent être effectués dans le Sud de la Russie d'Europe, c'est-à-dire la région de la mer Noire, qui est aussi la région touristique de la Russie. Plusieurs indices de cette sorte ont donc conduit à la certitude que les Russes avaient récemment procédé à l'expérimentation d'une fusée à grande portée, ou même à portée intercontinentale (8.000 km.), fusée porteuse d'une bombe thermonucléaire; l'explosion a eu lieu dans les régions arctiques.

Jusqu'à maintenant, les U.S.A. ont procédé à quelque cent explosions atomiques, l'U.R.S.S. à une quarantaine, la Grande-Bretagne à quelques-unes seulement. La confrontation de ces chiffres ne manque pas d'intérêt. Les U.S.A. ont derrière eux une quinzaine d'années d'expérimentation. Ils ne cachent rien de leurs campagnes annuelles, qui comprennent des séries de cinq ou six explo-

sions; celles-ci se poursuivent d'une manière assez régulière, avec une tendance non pas à des essais massifs, mais bien à des études de plus en plus spécialisées.

Les Soviétiques n'annoncent jamais leurs expérimentations, ce qui n'empêche pas qu'elles soient détectées. Ils débutèrent par une seule explosion en 1949. Les années suivantes, ce nombre augmenta rapidement, au point que l'U.R.S.S. a atteint maintenant une cadence supérieure à celle des Américains. Les Soviétiques semblent procéder fébrilement pour réaliser complètement leur programme, lequel se trouve donc très diversifié. Il comporte actuellement la réalisation d'une explosion pré-calculée qui devra se produire à l'extrémité de l'immense trajectoire d'un engin-fusée balistique.

En définitive, l'écart entre les U.S.A. (une centaine d'explosions en quinze ans) et l'U.R.S.S. (une quarantaine en neuf ans) donne des aperçus contradictoires sur les niveaux respectifs auxquels sont parvenus les deux grands antagonistes.

Les Américains disposent encore d'un avantage assez confortable en raison de la somme de leurs connaissances techniques, plus longuement rassemblées et étudiées, et de leur haut niveau de puissance industrielle et technique. Les Russes, dans ce domaine comme dans tous les autres, font des efforts désespérés pour rattraper les Américains. L'écart de quarante à cent expériences ne doit pas être pris à la lettre, car on assiste à une accélération très nette des expérimentations soviétiques. Il n'est pas impossible que les Russes parviennent à rattraper une grande partie de leur retard initial, grâce au développement de leur potentiel scientifique et industriel, et au concours d'innombrables nouvelles classes de techniciens.

Un autre point de comparaison entre les deux grands rivaux atomiques est l'importance respective de leurs stocks de bombes : il y a quelques années, plusieurs dizaines de mille en Amérique, plusieurs milliers en U.R.S.S. Il est plus que probable que les Soviétiques sont parvenus à réduire cet écart.

Cependant, l'avance américaine peut se maintenir par des progrès dans de nouvelles branches : la « miniaturisation » des bombes, qui rend possible un emploi beaucoup plus souple; les explosions souterraines, ou les explosions « propres », dont la technique, encore peu connue, est en cours d'expérimentation; elle tendrait à supprimer la contamination par radioactivité.

### Les explosions souterraines

En ce domaine, les Soviétiques peuvent également avoir progressé; la question est d'importance, quand on songe à la proposition soviétique qui tend à l'interdiction, généralisée et sans contrôle, des expériences atomiques. En effet, comme on l'a vu, les explosions en surface sont toutes trahies par la radioactivité qu'elles dégagent. Il n'en est plus de même pour les explosions en profondeur; le sol absorbe et conserve cette radioactivité, qui peut ensuite être parfaitement retrouvée, étudiée et même utilisée, quand on l'atteint par des galeries de mine. Un autre procédé de détection est l'enregistrement des secousses sismiques. Mais il est évidemment difficile, dans les conditions actuelles, de distinguer les explosions atomiques des mouvements sismiques, ce qui rend la méthode pratiquement inutilisable.

Si les techniciens soviétiques sont parvenus au stade des explosions souterraines — et le sens général de leurs travaux permet de le présumer — le Kremlin peut donc proposer une limitation générale, sans craindre de compromettre la suite du programme d'expérimentations soviétiques, puisque les explosions souterraines demeureraient possibles et incontrôlables. Il en serait d'ailleurs de même pour les bombes dites « propres ».

Il n'existerait plus alors qu'un moyen efficace de limitation des expériences; ce serait le contrôle de la production des matières fissibles, auquel tous les pays devraient se soumettre. Mais l'ampleur des vérifications qui deviendraient nécessaires, rendrait ce moyen de contrôle pratiquement inapplicable.

On voit, dans ces conditions, combien un plan d'interdiction des essais atomiques ne peut être qu'utopique, et même mensonger.

### Les vols de bombardiers à charge nucléaire

Le 19 avril, M. Khrouchtchev adressa une plainte à ce sujet au Conseil de Sécurité de l'O.N.U. La virulence du ton employé dans la note accompagnant la plainte est dans toutes les mémoires. Le chef de l'exécutif soviétique s'en prenait aux vols d'alerte des appareils de l'aviation stratégique américaine porteurs de bombes atomiques ou thermonucléaires. La vigueur de l'exposé tendait à faire admettre le danger constant que représentaient ces vols pour les populations de certaines régions du globe. C'est là encore un point qui devait éveiller l'attention d'un public toujours inquiet de tout ce qui touche au domaine atomique, surtout lorsqu'il s'agit de réalités et non plus de virtualités.

Mais on peut se demander pourquoi les dirigeants soviétiques ont attendu si longtemps pour découvrir la néfaste existence de ces bombardiers U.S. Une seule explication : le moment opportun était arrivé; il fallait lever le lièvre.

Il est certain que l'argumentation soviétique est assez rigoureuse dans son enchaînement, bien qu'elle dénature certains faits et omette d'en préciser d'autres. Elle repose surtout sur la détection par radar et les erreurs qui peuvent s'ensuivre. Or, ce qui a été avancé à ce sujet est exact dans l'ensemble. (Le radar a la propriété de détecter par réflexion d'une partie de son rayon, animé d'un mouvement de balayage, tous les objets situés dans son champ et au-dessus du niveau du sol. Certains radars ont maintenant une portée considérable : 4.800 km. pour des appareils américains installés dans la partie orientale de la Turquie. Ils opèrent forcément à une hauteur appréciable étant donné la courbure de la terre. Ils sont chargés de déceler le départ des engins les plus volumineux, qu'ils ne peuvent d'ailleurs saisir que sur la première partie, la partie nettement ascendante, de leur trajectoire. Les observations recueillies doivent être transmises instantanément à un centre où un calculateur automatique établit avec dix à vingt minutes d'avance, la trajectoire complète de l'engin, et par conséquent son point de chute, avec une précision remarquable.) A l'époque actuelle, une agression par armes atomiques ne peut être détectée que de cette manière. Encore faut-il qu'à la moindre alerte, réelle, fausse ou simulée, les avions de la défense ou les engins « anti-engins » aient pris l'air dans un minimum de temps; sinon tout le dispositif de sécurité devient inopérant.

L'état d'alerte constante et le bon fonctionne-

ment du radar sont donc indispensables. Mais cette dernière condition n'est jamais parfaitement remplie. On sait que le rayon du radar réfléchit tout ce qu'il rencontre. On connaît à cet égard la gêne provoquée par des « échos fixes » apparaissant sur l'écran des aéroports, et qui sont l'angle d'un bâtiment, le sommet d'une tour, etc. Ainsi, le radar qui voit tout, peut le voir mal, un peu en myope, en ce sens qu'il ne fait pas lui-même la différenciation de ses observations. La meilleure « résonance » obtenue provient des objets métalliques ou à revêtement métallique, d'où l'excellent emploi du radar dans la navigation aérienne. Les autres objets se dessinent d'une manière plus ou moins floue. Mais leur mouvement est rendu, avec une netteté relative, selon le sens de déplacement des objets par rapport au rayon du radar.

Les radaristes sont suffisamment exercés pour distinguer sur leur écran les avions de tous les autres « échos ». Mais il reste deux possibilités d'erreur : la présence d'objets insolites qui ne peuvent être identifiés immédiatement, et l'existence de mouvements « tangents » faussant le sens du déplacement. Il faut alors une interprétation faite à un autre centre par des spécialistes chevronnés, dont le travail exigera forcément quelques minutes supplémentaires.

En exposant ces possibilités d'erreur, la note soviétique est fidèle à la vérité. Elle rappelle les pluies de météores, l'action des aurores boréales, des vols d'oiseaux, etc. On pourrait citer aussi l'aventure survenue aux radars de couverture des forces françaises en Algérie, qui signalèrent des avions; un examen plus approfondi révéla qu'il s'agissait tout bonnement d'oiseaux migrateurs. Or, toute l'argumentation soviétique repose sur ces confusions qui, en fait, peuvent et doivent être élucidées et éliminées rapidement. Elle omet de signaler comment on dépiste les erreurs et les conséquences qui en résultent.

L'apparition d'objets insolites ne doit pas empêcher la défense de fonctionner, ni retarder la mise en service du dispositif de protection. Il n'existe pas véritablement de moyen qui permette de paralyser la défense (pendant la guerre les bombardiers lâchaient à profusion des bandes de papier métallisé, sur lesquelles « accrochaient » les rayons du radar de la défense; ce stratagème ne serait plus efficace).

Aujourd'hui, les dispositifs de parade doivent être déclenchés instantanément, les bombardiers prenant leur vol à la moindre alerte, et d'autant plus vite que le cas est plus insolite. Les avions se trouvent ainsi en position de combat si l'alerte se confirme. L'envol est donc préventif et correspond à l'état d'alerte au sol pour d'autres catégories de l'aviation.

Mais la note soviétique a commis une nouvelle confusion, sans doute intentionnelle; à l'époque où ce document a été rédigé, les bombardiers n'avaient pas encore reçu l'ordre d'utiliser leurs engins atomiques. Et même l'auraient-ils reçu qu'ils ne pourraient pas, pour s'y conformer, en cas de fausse alerte, se ruer sur des météorites qui viendraient de s'évanouir dans l'espace.

Les bombardiers qui viennent de décoller reçoivent du sol l'ordre de livrer combat, ordre qu'ils ne possédaient pas encore au départ, ou de rentrer si l'alerte s'est révélée fausse. Mais l'examen supplémentaire nécessité par ces vérifications n'aura pas fait perdre à la défense les précieuses minutes ou secondes dont elle disposait. Il y a donc des différences considérables entre la présentation des faits selon la note soviétique et la réalité du processus de défense.

## Les explosions atomiques accidentelles

Dans son désir d'ameuter le monde entier, la propagande soviétique n'a évidemment pas oublié de sigmatiser le péril (exclusivement de source américaine) qui résulte du danger permanent d'explosions atomiques accidentelles.

Certes, le propre d'un accident est de n'être pas prévu. Pourtant, on peut affirmer qu'une explosion nucléaire ne peut se produire accidentellement. Il existe un certain taux de probabilité d'accidents pour les chemins de fer, pour les automobiles, etc., mais pas pour les bombes atomiques du fait de leur nature même. On sait, en effet, qu'une déflagration atomique résulte de la mise en contact de deux « masses critiques ». Dans une bombe, l'une d'elles doit coulisser à la rencontre de l'autre sur un parcours absolument rectiligne. Ce mouvement est commandé. Et la technique actuelle est suffisamment avancée pour mettre au point un dispositif de commandes multiples et successives évitant les conséquences du déclenchement fortuit d'une unique commande. En cas de chute et de rupture, les surfaces des deux masses ne se rencontreraient pas de la même manière rigoureusement précise qui entraîne l'explosion. En outre, les Américains ont mis au point un dispositif d'« autodestruction » d'une charge d'un engin dont le parcours aurait été faussé. Il s'agit d'un procédé qui, par une rupture appropriée, écarte les deux masses. Il en est de même pour les bombes thermonucléaires dont l'amorce est composée (du moins jusqu'à présent car certains progrès tendent vers un autre procédé) de deux masses mises au contact de la bombe « A » que renferme la bombe « H ».

Aussi curieux que cela puisse paraître, ces engins d'une énorme puissance, sont parfaitement dociles dans leur emploi, en raison même des conditions très strictes que nécessite l'explosion et qui ne peuvent être en aucune façon le fruit du hasard.

Force nous est de penser que M. Khrouchtchev a rédigé sa note à la seule instigation de spécialistes de la propagande, en négligeant de consulter des techniciens atomiques, et qu'il n'a pas trouvé le temps de consulter un manuel de physique nucléaire, absorbé qu'il était par la culture du maïs.

J. PERGENT.

## LE P.C. ALBANAIS à l'avant-garde de l'anti-titisme

Quand leur arriva l'invitation de l'Union des communistes yougoslaves d'assister au Congrès de Lioubliana, la plupart des cinquante et un partis communistes intéressés acceptèrent, puisque le P.C. soviétique avait fait savoir qu'il serait représenté. Le P.C. albanais, à peu près seul, resta prudemment sur l'expectative. Lorsque Moscou changea d'avis, les communistes albanais n'eurent donc pas à se déjuger, comme les autres.

Aussi *Zeri e Popullit*, l'organe du P.C. albanais, put-il se lancer immédiatement à l'attaque du « révisionnisme yougoslave », ce qui lui valut les honneurs de la *Pravda* qui reproduisait intégralement les élucubrations pseudo-marxistes de Tirana sur la déviation yougoslave et sur l'amitié indéfectible de l'Albanie pour l'Union soviétique. Voilà qui va consolider la situation d'Enver Hodza à la direction du Parti communiste albanais.

# Difficultés de l'enseignement idéologique en U.R.S.S.

*L'article dont on va lire de larges extraits a paru dans Ouchitelskaïa Gazeta (Le Journal des Instituteurs), le 15 février 1958. Il a pour auteurs deux universitaires de Leningrad : le directeur et un professeur de la 189<sup>e</sup> école. Il pose un problème de pédagogie : l'intéressement des élèves à l'étude de sujets déjà connus en partie; mais ce problème prend un caractère tout particulier du fait que la matière d'enseignement prise comme exemple est l'idéologie. Ce n'est certainement pas par hasard. On se trouve ainsi placé de façon assez vivante en face d'une des servitudes les plus pénibles de l'école soviétique.*

*Les années de classe sont numérotées en U.R.S.S. en commençant par le bas. Un élève de première commence sa scolarité; en principe, il a sept ans. En dixième, il aura dix-sept ans.*

**D**ANS une des écoles de notre ville, la 8<sup>e</sup> classe a déserté le cours d'information politique. La veille, le professeur s'y était préparé toute la soirée, mais en entrant dans la classe il ne vit que des bancs vides et le vasistas ouvert. Le lendemain, l'organisateur du Komsomol fut convoqué à la réunion du comité du V.L.K.S.M.

— Toute le monde est parti, alors je suis parti aussi, répondit l'organisateur aux questions des membres du comité.

— Mais pourquoi tout le monde est-il parti? demanda le professeur qui assistait à la réunion.

L'organisateur se taisait. Puis, il leva les yeux, rencontra le regard chargé de reproche du professeur et répondit honnêtement :

— On s'ennuie trop. Tout cela on l'a entendu cent fois déjà, on l'a lu dans les journaux... S'il s'agissait du spoutnik... Mais d'après le plan, la causerie sur le spoutnik ne doit venir que dans un mois. D'ici là, les enfants auront déjà tout appris par les journaux et les revues! Et de nouveau, on s'ennuiera.

Le comité siégea longtemps et, convaincu que la 8<sup>e</sup> s'était enfuie par légèreté d'esprit, on se sépara. L'épisode ne laissa aucune trace. Or, il valait la peine d'y réfléchir.

Pourquoi les élèves de 10<sup>e</sup> répugnent-ils souvent à aller à un débat consacré à l'amitié et à l'amour, thème qui pourtant les intéresse et les émeut infiniment? Pourquoi un élève de 8<sup>e</sup> se rend-il d'un air mécontent à la causerie sur les règles de conduite dans la rue? Et pourquoi, enfin, un komsomol des dernières années se permet-il de désertier l'information politique?

Le plus facile serait bien entendu de dire que tout cela est la faute des enfants eux-mêmes. « Ils ne s'intéressent à rien », « Est-ce ainsi que nous étions, nous? », ces formules consolantes sont bien commodes pour cacher que les adultes ne savent pas ou ne veulent pas réfléchir à leur travail avec les enfants.

Oui, la génération d'aujourd'hui n'est pas la même que celle d'hier. Elle a grandi dans de meilleures conditions, elle ne connaît pas de soucis et ne se souvient pas des misères de la guerre. La génération d'aujourd'hui écoute la radio depuis l'enfance, regarde les émissions de la télévision, lit les journaux et les publications des pionniers. Elle vit dans un vaste monde et veut que l'école soit une partie organique de ce vaste monde.

Parlez à n'importe quel élève de 6<sup>e</sup> des satellites artificiels soviétiques de la terre et il vous racontera beaucoup de choses passionnantes et qu'ignorent beaucoup d'adultes. Demandez aux enfants ce qu'ils savent de l'assaut contre le Palais d'Hiver, et ils vous parleront non seulement du coup de canon de l'« Aurore » mais aussi de la lanterne sur la forteresse de Saint-Pierre et Saint-Paul, vous diront de quel côté et par quelles rues les détachements de gardes rouges et de matelots sont arrivés sur la place du Palais, dans quelle automobile et quels vêtements s'est enfui Kerensky et, bien sûr, comment V.I. Lénine a quitté son dernier domicile clandestin pour se rendre à Smolny.

Pensons-nous assez à tout cela, nous qui éduquons la génération d'aujourd'hui?

Un petit garçon est en 1<sup>er</sup>. Il assiste aux cours, les yeux grands ouverts d'étonnement et d'admiration devant le monde qui s'ouvre à lui. A la fin du premier trimestre, il écoute l'institutrice qui raconte l'assaut contre le Palais d'Hiver, le 5 décembre on lui lit et il lit lui-même des vers sur la Constitution de l'U.R.S.S., en février il fête la journée de l'armée soviétique et écoute des récits sur les raids héroïques de Tchapaïev et de Boudienny. Il galope dans la cour monté sur un bâton, le vieux calot de son père sur la tête, et au cri de « Sus aux chevaux! », il sabre les pavés avec un sabre de bois.

Une année passe, deux, cinq...

Le petit garçon est déjà en 6<sup>e</sup>. Il a lu des dizaines de « gros » livres, il est devenu plus intelligent et a grandi. Il n'a plus une seule institutrice mais un professeur pour chaque matière. Il résout des problèmes compliqués sur des tuyaux et des bassins qui ne sont pas faciles à résoudre, même pour ses parents. Et à la fin du premier trimestre, le professeur lui parle de l'assaut contre le Palais d'Hiver, en décembre lui lit des vers sur la Constitution, en février sur l'armée soviétique...

En 9<sup>e</sup>, le garçon devient un moniteur. Il va en 3<sup>e</sup>, et en préparant ses pupilles à entrer aux pionniers, il leur raconte tout ce qu'il sait lui-même. Il voit avec quel enthousiasme les petits l'écoutent et il ne comprend pas pourquoi lui-même et ses camarades font tout ce qu'ils peuvent pour éviter n'importe quel rapport, conférence, débat, s'ils ont lieu à l'école.

Or, la réponse à cette question n'est pas du tout difficile à trouver. Tout le malheur est que dans beaucoup de nos écoles le travail éducatif se fait sans aucune espèce de système.

Certes, en 1<sup>er</sup> et en 10<sup>e</sup>, on parle de la même chose avec des mots différents. Et bien entendu, les élèves de 10<sup>e</sup> font eux-mêmes des communications et des rapports, alors que les petits ne font qu'écouter. Mais tout de même, il n'y a pas encore de système dans le travail éducatif dans les écoles...

Le problème le plus important, le plus fondamental qui se pose à l'école, c'est le travail pédagogique avec les enfants. Nous connaissons tous des cas fâcheux d'élèves des dernières années jouant les sceptiques et les cyniques, ne croyant à rien, ne reconnaissant rien. Nous avons vu

# Les perspectives soviétiques pour 1972

DANS son discours anniversaire du 6 novembre 1957, Khrouchtchev a formulé des prévisions à long terme en définissant, pour un nombre limité de produits, les objectifs que l'économie soviétique devra atteindre en 1972, c'est-à-dire dans quinze ans. Le choix de 1972 semble indiquer que le Kremlin envisage de substituer désormais des plans septennaux aux plans quinquennaux. Le plan septennal annoncé en septembre dernier après l'abandon prématuré du sixième plan quinquennal devra entrer en vigueur au début de 1959; il prendra donc fin en 1965. L'année 1972 marquerait ainsi le terme d'une nouvelle septennie (1966-1972).

Il vaut la peine d'examiner de près les objectifs fixés par Khrouchtchev pour 1972. Ils sont susceptibles de nous renseigner sur l'idée que se font les hommes du Kremlin de la force et des possibilités de l'économie soviétique et sur la consistance de leur slogan cent fois énoncé de « rattraper et dépasser » les pays « capitalistes », et notamment les Etats-Unis d'Amérique.

Le tableau ci-contre met en relief, à côté des prévisions pour 1972, la production effective de 1955 (dernière année du dernier P.Q.) et de 1957, ainsi que les objectifs que voulait atteindre en 1960 le P.Q. abandonné en septembre dernier.

A première vue, les objectifs pour 1972 paraissent impressionnants. Mais un examen scrupuleux en fait ressortir la modestie.

	Objectifs 1972	Objectifs 1960	Prod. 1957	Prod. 1955
Fonte (a) . . . . .	75- 85	53,0	37,0	33,3
Acier (a) . . . . .	100-120	68,3	51,0	45,3
Charbon (a) . . . . .	650-750	593,0	463,0	391,0
Pétrole (a) . . . . .	350-400	135,0	98,0	70,8
Electricité (b) . . . . .	800-900	320,0	209,5	170,1
Sucre (a) . . . . .	9- 10	6,5	4,5	3,4
Chaussures cuir (c) . . . . .	600-700	417,0	315,0	274,5
Lainages (d) . . . . .	550-650	363,0	280,0	251,0

(a) Millions de tonnes. — (b) Milliards de kWh. — (c) Millions de paires. — (d) Millions de mètres.

## L'Amérique ne sera pas dépassée

Il convient évidemment de se demander tout d'abord si, en atteignant en 1972 les prévisions ci-dessus indiquées, Moscou aura réalisé son rêve et si la production soviétique dépassera enfin celle des Etats-Unis.

Au lendemain du discours de Khrouchtchev, l'I.N.S.E.E. (1) a procédé à une comparaison des ambitions soviétiques pour 1972 et de la réalité américaine de 1956. Cette comparaison donne ce qui suit :

	Production globale (a)		Production par habitant	
	U.S.A. 1956	U.R.S.S. 1972	U.S.A. 1956	U.R.S.S. 1972
Fonte . . . . .	69	75- 85	420 (b)	310 (b)
Acier . . . . .	104,5	100-120	630 (b)	430 (b)
Charbon . . . . .	479	650-750	2,8 (c)	2,7 (c)
Pétrole . . . . .	354	350-400	2,1 (c)	1,5 (c)
Electricité . . . . .	684	800-900	4.095 (d)	3.320 (d)
Chaussures cuir . . . . .	586	600-700	3,5 (e)	2,5 (e)
Lainages . . . . .	299	550-650	1,8 (f)	2,3 (f)

(a) Unités de mesure comme au tableau précédent. — (b) Kilos. — (c) Tonnes. — (d) KWh. — (e) Paires. — (f) Mètres.

(1) Notes Rapides sur la Situation Economique (n° 428, 16 au 22 décembre 1957).

dans les murs de nos écoles des zazous, et des houligans, et des indifférents.

Dans la plupart des cas, c'est la famille qui porte la responsabilité dans le cas de ces jeunes gens. Mais il y a aussi pour beaucoup la faute de l'école. Nous rendons aride au-delà de toute mesure le travail idéologique avec les enfants. (...)

Il nous semble que dans les classes des grands, il convient d'instituer des causeries sur les questions brûlantes de la vie sociale et politique. Avec les enfants d'âge moyen, il ne faut pas seulement lire mais aussi discuter les journaux et les publications du Komsomol. (...)

Chacun de nous, adultes, se souvient de l'importance que les films *Tchapaïev* et *Cuirassé Potemkine* ont eue pour l'éducation de notre sentiment patriotique. Il était inutile d'y ajouter un mot. Or, voici un cas récent. Lorsque les

élèves ont entendu parler du lancement du premier spoutnik, un des garçons s'est écrié :

— Il a vaincu quand même! Je le savais bien! Il devait vaincre!

Il se trouve que ce garçon avait assisté avec sa sœur au spectacle consacré à Tsiolkovski, le « Chemin des rêves ». Peut-être l'enfant de dix ans n'avait-il pas compris tout ce qui se passait sur la scène. Mais le principal, l'idée de l'exploit au nom de la science, avait pénétré dans son âme et y était resté.

Les formes du travail éducatif sont multiples. Chaque professeur et chaque collectivité d'enseignants doivent apporter du leur à ce travail. Et l'on souhaiterait vivement que dans les colonnes de l'*Outchitelskaïa Gazeta*, nous échangions nos méthodes, nos réalisations, nos erreurs, bref nos idées sur le système de travail éducatif à l'école.

Le Bulletin de l'I.N.S.E.E. commente ainsi cette comparaison chiffrée (c'est nous qui soulignons) :

« Le tableau montre, en effet, que les chiffres prévus pour 1972 porteront les productions soviétiques concernées au niveau de celles des Etats-Unis en 1956. Il est à remarquer toutefois que, quel que soit le rythme de progression de la production américaine au cours des quinze prochaines années, la production soviétique restera encore très en arrière de celle des Etats-Unis. Mais il est possible que le rythme d'accroissement de la production, envisagé pour les quinze prochaines années, puisse être maintenu plus longtemps et justifie l'optimisme de M. Khrouchtchev dans sa compétition économique avec l'Occident. »

Ce qui, si l'on comprend bien, veut dire que l'optimisme de Khrouchtchev pourra se justifier à partir de 1972, et cela à la condition que le rythme d'accroissement soviétique se maintienne au-delà de 1972 et que le rythme américain faiblisse considérablement... Khrouchtchev n'aura pas loin de quatre-vingts ans en 1972 : il y a de fortes chances que l'U.R.S.S. ne rattrape et dépasse les Etats-Unis qu'après sa mort.

### Le ralentissement du rythme se confirme

Examinées de plus près, les anticipations de Khrouchtchev font ressortir un ralentissement très net du rythme de croissance. Le tableau ci-dessous en montre l'importance :

### Accroissement de la production (en pour cent)

	Moyenne annuelle 1951-1955 (réal.)	Moyenne annuelle 1956-1960 (prév.)	1956 sur 1955 (réal.)	1957 sur 1956 (réal.)	Moyenne annuelle 1958-1972 (prév.)
Fonte .....	12	10	7	4	5 à 6
Acier .....	11	9	7	5	5 à 6
Charbon .....	8	9	10	8	3 à 4
Pétrole .....	13	14	18	17	9 à 10
Electricité .....	13	14	13	9	10 à 11
Sucre .....	6	14	27	3	5 à 6
Chaussures cuir .....	6	9	5	10	4 à 6
Lainages .....	10	8	6	5	5 à 6

En ce qui concerne la sidérurgie, la chute est particulièrement abrupte. Pour s'en rendre compte, il suffit de comparer la cadence effective de 1951-1955 ainsi que les prévisions du quinquennat interrompu de 1956-1960 avec les deux dernières années. Tant pour la fonte que pour l'acier, le rythme prévu pour la période 1958-1972 est largement inférieur à la cadence du passé, et il n'excède que de très peu celui de 1957, année particulièrement mauvaise. Le ralentissement est plus sensible encore pour le charbon et le pétrole, et moins accusé pour l'électricité. Pour ce qui est des biens de consommation, les chaussures et le sucre reviennent au rythme du P.Q. de 1951-1955, et les lainages demeurent au niveau modeste des deux dernières années.

En ce qui concerne les quantités absolues dont la production doit s'accroître entre 1957 et 1972, en l'espace de quinze ans, nous les confrontons ci-après avec l'accroissement réalisé au cours des sept dernières années, qui comprennent le 5<sup>e</sup> P.Q. tout entier ainsi que 1956 et 1957 (voir tableau ci-contre).

La période 1957-1972 étant un peu plus de deux fois plus longue que celle qui va de 1950 à 1957, la comparaison ci-contre permet aisément de se rendre compte que pour la fonte et l'acier, les prévisions minima pour 1972 représentent à peu près le même rythme que celui réalisé entre 1950 et 1957. Etant donné les formidables investissements que l'Etat ne cesse d'effectuer dans la sidérurgie, ces prévisions dénotent une modeste certaine. L'accroissement prévu pour le charbon paraît bien plus modeste encore. Cela s'explique par l'effort particulier que l'on veut faire pour le pétrole et l'électricité, sources énergétiques plus efficaces. L'accroissement prévu pour le

sucre et pour les lainages paraît modeste, mais réalisable. Les chaussures sont mieux partagées.

### Accroissement

	Réalisé de 1950 à 1957	A réaliser de 1957 à 1972
Fonte (a) .....	17,8	38 - 48
Acier (a) .....	23,7	49 - 69
Charbon (a) .....	202	187 -287
Pétrole (a) .....	60	252 -302
Electricité (b) .....	128	590 -690
Sucre (a) .....	3,1	4,5- 5,5
Chaussures (c) .....	111,6	285 -385
Lainages (d) .....	126,8	268 -368

a) Millions de tonnes. — (b) Milliards de kWh. — (c) Millions de paires. — (d) Millions de mètres.

Les chiffres absolus qu'on vient de lire donnent une impression plus favorable que les pourcentages que nous indiquons tout à l'heure. Quant aux chiffres absolus, il ne semble donc pas y avoir de ralentissement, au moins dans l'ensemble.

### La balance énergétique

Nous confrontons ci-dessous l'accroissement annuel de la production en chiffres absolus pendant le 3<sup>e</sup> P.Q. d'après-guerre, les prévisions initiales du 4<sup>e</sup> P.Q., les résultats effectifs des deux dernières années et les prévisions 1957-1972. Cette comparaison est extrêmement instructive.



**Accroissement annuel**  
(Unités de mesure des tableaux précédents)

	1951-1955 (Réal.)	1956-1960 (Prév.)	1956 (Réal.)	1957 (Réal.)	1958 (Prév.)	1958-1972 (Prév.)
Fonte .....	2,8	2,3	2,5	1,2	2,1	2,5- 3,2
Acier .....	3,6	3,1	3,4	2,4	2,6	3,3- 4,6
Charbon .....	26,0	35,0	38,9	34,0	25,7	12 -19
Pétrole .....	6,7	13,9	13,2	14,5	13,4	17 -20
Electricité .....	15,3	12,0	23,2	17,5	21,5	39 -46
Sucre .....	0,2	0,6	0,9	0,1	0,8	0,3- 0,37
Chaussures .....	14,0	28,5	11,5	29,0	27,2	19 -26
Lainages .....	19,0	22,0	17,0	14,0	7,4	18 -25

Ce tableau fait ressortir de fortes inégalités dans le rythme d'accroissement des différentes productions. Alors que l'expansion de l'industrie charbonnière est appelée à réduire sensiblement son rythme, la production du pétrole et de l'énergie électrique devra s'accélérer dans une mesure très considérable. On se trouve ici devant un effort de rationalisation et de compression des coûts, lequel pourrait, à la longue, produire des résultats positifs certains.

Dans un article publié par la *Pravda* du 5 avril dernier, M. Kouzmine, président du *Gosplan*, indique qu'en 1946, la balance des combustibles de l'U.R.S.S. se décomposait en 80 % de charbon et 20 % de pétrole et de gaz. Au bout des quinze années à venir, le charbon ne représentera plus que 37 %, tandis que le pétrole et le gaz atteindront 63 %.

« *Le caractère progressif du cours nouveau dans la balance des combustibles, écrit M. Kouzmine, ressort de la comparaison suivante. Si nous conservons pendant les quinze années à venir les proportions de 1957 (comme cela se faisait dans le passé), il faudrait à l'Etat, en 1972, 36 milliards de roubles de plus, et pour toute la période 1958-1972, 240 milliards de roubles de plus que ne nécessitent les nouvelles proportions. Ces sommes excèdent de beaucoup les investissements nécessaires pendant quinze ans à une branche comme par exemple l'industrie chimique.* »

Il en est de même en ce qui concerne les transports ferroviaires. M. Kouzmine dit à ce sujet :

« *Jusqu'il y a peu de temps, les transports ferroviaires se développaient chez nous grâce à l'extension de la traction-vapeur, techniquement rétrograde et dispendieuse. Si nous avions persisté dans cette voie, les transports ferroviaires seraient devenus un frein à l'expansion des autres secteurs de l'économie nationale... Il est prévu qu'en 1965, 80 à 85 % de tout le trafic marchandises seront assurés par la traction électrique ou par la traction Diesel, et qu'en 1970 les locomotives à vapeur seront complètement remplacées par des locomotives électriques ou des locomotives Diesel.* »

« *L'introduction de la traction électrique et de la traction Diesel permettra d'augmenter de 50 à 100 % la capacité des lignes ferrées existantes et d'économiser d'énormes quantités de combustibles et de ressources. Ainsi, d'après des devis provisoires, l'économie de combustible réalisée en 1965 dépassera 100 millions de tonnes (évaluées en unités conventionnelles), et l'économie réalisée dans l'exploitation atteindra 14 milliards de roubles.* »

Il s'agit donc d'une tentative de rationalisation et de modernisation de grande envergure, destinée à réduire les coûts pour dégager le fonds d'investissement aujourd'hui inexistant. Mais cette transformation exige des ressources importantes *dans l'immédiat*, et ce ne sont pas les 36 milliards escomptés pour 1972 grâce à la balance des combustibles, ni les 14 milliards escomptés pour 1965 dans les chemins de fer qui résoudront au cours des années à venir le problème de la pénurie des capitaux et de la main-d'œuvre.

### Industrie lourde et consommation

Bien que M. Kouzmine insiste dans son article sur le maintien de la priorité de l'industrie lourde, les prévisions relatives à la fonte et à l'acier semblent plutôt faibles. L'accroissement annuel en chiffres absolus devra être de 2,5 à 3,2 millions de tonnes pour la fonte. Il est certain qu'au cours des prochaines années, l'accroissement sera plus voisin du minimum que du maximum. Or, ce minimum, s'il est supérieur à la production effective de 1957 et aux prévisions pour 1958, n'excède que de peu la moyenne prévue pour la quinquennie 1956-1960, et il est inférieur au rythme effectif du P.Q. 1951-1955. On fait la même constatation pour l'acier. Le Kremlin espère donc surmonter le ralentissement observé l'an dernier sans envisager, dans l'immédiat, une expansion aussi forte que pendant le dernier P.Q. mené à son terme normal.

L'accroissement de la production du sucre est en perte de vitesse par rapport aux prévisions formulées pour 1956-1960 et pour 1958. En ce qui concerne les lainages, on se propose de maintenir la cadence en-dessous de celle prévue pour 1956-1960, et quant aux chaussures, on prévoit même un ralentissement du rythme.

L'année 1972 est encore loin, et nous nous garderons bien de tirer de tous ces chiffres des conclusions prématurées. Nous ne voudrions pas être plus absolu dans nos affirmations que Khrouchtchev qui, en communiquant ces prévisions, déclarait le 6 novembre dernier :

« *Ce sont des pronostics que la vie corrigera dans l'un ou l'autre sens, plus probablement dans celui de la réduction des délais prévus.* »

Khrouchtchev penche donc, malgré la modestie qu'il affiche, plutôt vers les prévisions maximales, jusqu'ici, cependant, son optimisme ne fut pas confirmé par les événements dans ses différentes entreprises. Et il est certain qu'à l'heure qu'il est, les objectifs formulés pour 1972 le préoccupent infiniment moins que les difficultés très réelles des années 1958-1960.

# Les "partis démocratiques" chinois et la campagne de "rectification"

C n'était point une manifestation subversive que celle qui rassembla le 16 mars dernier, à Pékin, pour un meeting en plein air et un défilé dans les rues dix mille membres des partis démocratiques et démocrates indépendants (1). Elle s'inscrivait tout naturellement dans le plan de la campagne de rectification qui dure depuis bientôt un an, et elle lui apportait, dans un secteur donné, une conclusion provisoire. Les trois orateurs du meeting, *Kuo Mo-jo*, président de l'Académie Chinoise des Sciences, démocrate indépendant, *Li Tchi-chen*, président du conseil révolutionnaire du Kuo-Min-Tang, et *Huang Yen-peï*, président de l'Association démocratique pour la construction nationale, exprimèrent la détermination de tous les partis indépendants de servir la Patrie, le Peuple et le PARTI COMMUNISTE, et l'Assemblée adopta une « *Charte d'auto-réforme socialiste des partis démocratiques et démocrates indépendants* », ainsi qu'un serment de fidélité au président Mao Tsé-toung.

Le contenu de la Charte témoignerait, s'il en était besoin, de l'entière soumission des partis « indépendants » au Parti communiste chinois, et de la perte de ce qui pouvait leur demeurer d'originalité. Elle comprend cinq points, cinq résolutions :

1° *Réformer la position politique et prendre avec dévouement et fermeté le chemin du socialisme sous la direction du Parti communiste chinois.*

2° *Etre fidèle au système socialiste, exécuter loyalement la politique et les décrets de l'Etat et consacrer de tout cœur connaissances et efforts à la cause de la construction nationale.*

3° *Se mettre à l'école des ouvriers et des paysans par la pratique du travail, acquérir une conception correcte à l'égard du travail physique et développer activement l'idéologie et les sentiments de la population laborieuse.*

4° *Etudier consciencieusement le marxisme-léninisme, l'expérience avancée et la technique soviétiques. Appliquer à fond la ligne de « libre compétition des cent écoles et d'éclosion simultanée des cent fleurs ».*

5° *Accélérer l'auto-réforme radicale afin de réunir des conditions propres à la coexistence durable et à la supervision mutuelle. Appliquer fermement la politique de front uni se mettant au service du socialisme.*

Si ironie et despotisme n'étaient pas incompatibles, on penserait qu'ils se sont amusés à

la manière de Caligula, les chefs communistes chinois, quand ils ont imposé aux « dirigeants » des partis indépendants un texte où une référence au mot d'ordre des cent écoles et des cent fleurs accompagnait la promesse de renoncer à toute originalité intellectuelle et sociale, de devenir des communistes authentiques et, comme le disait l'éditorial du *Jen Min Ji Pao* le 17, d'accélérer « *le cours de leur transformation de bourgeois en prolétaires* ».

## Situation des partis démocratiques en janvier 1957

D'après le secrétariat de la Conférence Consultative Politique du Peuple Chinois — C.C.P.P.C. — les partis démocratiques étaient en mars 1957 au nombre de 8 (au lieu de 11 en 1949). C'était (2) :

a) Le COMITÉ RÉVOLUTIONNAIRE DU KUOMINTANG, fondé en janvier 1948 à Hong-Kong. Le 4 mai 1950, le journal communiste de cette ville, le *Wen Houei Je Pao*, publiait que cette organisation avait accepté « *dès sa fondation la direction du P.C. ch.* ». Son président est Li Tchi-chen, vice-président du Comité permanent de l'Assemblée nationale et du Comité national de la C.C.P.P.C. Il disposait de 59 sièges à l'Assemblée nationale (qui en compte 1.926) et de 25 à la C.C.P.P.C. M<sup>me</sup> *Ho Hsiang-ning*, présidente de la Commission des Affaires des Chinois d'outre-mer, *Chu Hsüeh-fan*, ministre des P.T.T., *Chiang Kuang-nai*, ministre de l'industrie textile, 5 vice-ministres et 17 vice-présidents ou membres du Comité de la Défense nationale appartenaient à cette organisation à la date précitée.

b) La LIGUE DÉMOCRATIQUE CHINOISE, constituée en 1939 sous un autre nom par la réunion de plusieurs petits groupes attachés surtout à la lutte contre les Japonais. Réorganisée en 1941 sous son nom actuel, elle fut affaiblie par diverses scissions, se montra très hostile au Kuomintang à partir de 1947, ce qui entraîna sa dissolution en octobre de la même année par décret du gouvernement de Tchang Kai-chek. Certains de ses dirigeants s'exilèrent à Hong-Kong où ils réorganisèrent la Ligue l'année suivante.

La Ligue dispose de 82 sièges à l'Assemblée nationale et de 25 à la C.C.P.P.C. Son président, Shen Chien-ju, est vice-président du Comité permanent de l'A.N. et du Comité national de la C.C.P.P.C. *Lo Long-chi* (3), ministre de l'Industrie forestière, *Shih Liang*, ministre de la Justice,

(1) Sources : Agence *Hsinhua*, Pékin, 16-3-1958. *Jen Min Ji Pao*, 17-3-58, Editorial.

(2) Sources : *China New Analysis*, Hong-Kong, n° 124, 16 mars 1956 et Agence *Hsinhua*, Pékin, 7-3-57.

(3) Né en 1896, Lo Long-chi fit ses études à Pékin, puis aux Etats-Unis (1925-1928) et fut d'abord professeur et journaliste. De 1938 à 1942, il fut membre du Conseil politique populaire nationaliste. En 1941, il fut un des organisateurs de la Ligue démocratique chinoise. Depuis 1949, il n'a pas cessé de remplir des fonctions officielles. Il avait été nommé ministre de l'Industrie du bois en mai 1956.

(4) Né en 1897, *Tchang Nai-chi* est un spécialiste des questions bancaires. En 1931, il fut nommé sous-directeur de la Banque industrielle du Tchekiang, puis membre du bureau de l'Association bancaire de Chine. Il publia à cette

époque deux livres : *Problèmes monétaires internationaux et Sur la monnaie chinoise*. En 1935, devant la menace japonaise, il créa la Société du Salut national qui sympathisait avec les communistes, et préconisait la cessation de la campagne anti-communiste menée par le gouvernement. Ce groupement connut un certain succès, — et il influença les milieux militaires, en particulier le général Tchang Hsine-lang. En 1936, sept membres de la Société, dont Tchang Nai-chi et M<sup>me</sup> Che Liang (l'actuel ministre de la Justice) furent arrêtés à Changhaï. Leur libération fut une des conditions imposées à Tchang Kai-chek par le général Tchang Hsine-lang lors de « l'incident de Sianfou ». Tchang Nai-chi se rallia alors au gouvernement et Mao Tse-toung parla à son sujet « *de la capitulation politique de certains éléments radicaux de la petite bourgeoisie en face du Kuomintang* ». Tchang Nai-chi devait d'ailleurs reprendre bientôt ses activités d'homme d'affaire à Tchoung King, puis à Hong-Kong. C'est là qu'il entra dans l'association pour la

*Cha Tchien-li*, également ministre, et 6 vice-ministres appartenaient à la Ligue.

c) L'ASSOCIATION DÉMOCRATIQUE CHINOISE POUR LA CONSTRUCTION NATIONALE, fondée en décembre 1945 à Tchoung King. Son siège fut transféré à Shanghai en 1946. Elle comptait parmi ses membres des hommes d'affaire importants qui étaient hostiles au Kuomintang, et elle fut contrainte à devenir clandestine en 1957. En septembre 1949, son quartier général s'installait à Pékin. Elle détient 63 sièges à l'A.N. et 25 à la C.C.P.P.C. Son président, *Huang Yen-peï* exerce les mêmes fonctions que les présidents des organisations précédentes. Le ministre du Ravitaillement, *Tchang Nai-chi* (4), le ministre de l'Industrie alimentaire, *Li Chueh-jen*, et 5 vice-ministres étaient membres de l'Association.

d) L'ASSOCIATION CHINOISE POUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA DÉMOCRATIE, fondée en 1946 à Canton par des dissidents du Kuomintang (dont *Tsai Ting-tsié* et *Li Tsi-chen*) et transférée peu après à Hong-Kong. L'action que mena pendant la guerre civile le groupe de Shanghai de l'association, sous la direction de *Ma Chou-loun*, l'actuel président de l'association, et M<sup>me</sup> *Hsu-Kouang-ping* (femme du célèbre écrivain Lou Hsun, mort avant la guerre) était favorable au communisme; 16 sièges à l'A.N., 12 à la C.C.P.P.C. *Ma Chou-loun* est membre du Comité permanent de l'Assemblée nationale.

e) Le PARTI DÉMOCRATIQUE DES PAYSANS ET OUVRIERS CHINOIS, fondé sous un autre nom en 1927. Son chef — qui est encore son président (en même temps que ministre des Communications et vice-président du Comité national de la C.C.P.P.C.) — *Tchang Po-kiun* (5), aurait été au service du P.C. ch. à partir de 1935; 19 sièges à l'A.N. et 12 à la C.C.P.P.C.

f) Le PARTI TCHÉ KOUNG, ancienne organisation secrète dont les origines remontent à la dynastie mandchoue, eut une certaine importance dans les colonies chinoises du Sud-Est asiatique et d'Amérique. En mai 1947, une de ses sections tint une réunion à Hong Kong et décida d'accepter la direction du P.C. ch.; 4 sièges à l'A.N. et 6 à la C.C.P.P.C. *Tchen Tchi-you*, président du Parti, est membre du Comité permanent de la C.C.P.P.C.

g) La société CHIU SAN, ou société d'études du 3 septembre, fondée en 1944 à Tchoungking, tire son nom, qu'elle reçut un peu plus tard, de la date de la capitulation japonaise. Son président, *Hsü Tche-heng*, qui fit ses études en France et en Grande-Bretagne, est membre du Comité permanent de la C.C.P.P.C. et ministre des Produits aquatiques; son vice-président, *Liang Hsi*, est ministre des Forêts; 24 sièges à l'A.N. et 12 à la C.C.P.P.C.

h) La LIGUE DÉMOCRATIQUE POUR L'AUTONOMIE DE TAÏWAN; 2 sièges à l'A.N. et 6 à la C.C.P.P.C. Sa présidente, M<sup>me</sup> *Hsieh Hsueh-hung*, est député à l'Assemblée nationale (6).

## Rôle des partis démocratiques

Ce n'est pas un trait particulier au système communiste chinois que la coexistence d'un certain nombre de partis non-communistes et du Parti communiste : il en va de même dans la quasi-totalité des pays de démocratie populaire de l'Europe orientale, avec cette différence, d'ailleurs secondaire, qu'ils y sont moins nombreux et que leur dépérissement est plus avancé (7). Dès 1949, leurs dirigeants ont reconnu le droit du P.C. à diriger l'ensemble de la vie politique, économique, sociale et spirituelle de la Chine et ils se sont engagés à seconder ses efforts pour instaurer le socialisme. Leur rôle n'est donc pas de représenter ou de propager une idéologie distincte de la doctrine officielle, mais d'aider à la pénétration de celle-ci dans les couches sociales qu'ils sont censés représenter.

Dans son rapport au VIII<sup>e</sup> Congrès du P.C. chinois en septembre 1956, *Liou Chao-tchi* a expliqué assez longuement la politique suivie par les communistes à l'égard de ces organisations satellites. Il rappela que dès la période de la guerre contre le Japon, des « *personnalités représentatives de la bourgeoisie nationale* » avaient accepté de coopérer avec « *les organes du pouvoir politique des bases populaires* ». Après la victoire communiste, leur nombre s'était multiplié, et les dirigeants du Parti n'avaient pas repoussé ces concours :

*« C'est que la bourgeoisie a acquis plus tôt la culture moderne, ainsi qu'une certaine connaissance de la technique et de la gestion des entreprises modernes. Elle est encore la classe qui possède les plus riches connaissances dans la culture moderne, qui compte dans ses rangs le plus d'intellectuels et de spécialistes. »*

En d'autres termes, seule la bourgeoisie était capable de fournir au nouveau régime les techniciens dont il avait besoin dans tous les domaines. Assurément, il eût été possible de les utiliser individuellement, sans laisser subsister les groupements politiques auxquels un certain nombre d'entre eux appartenaient avant la révolution. Mais il est apparu plus habile et plus efficace de conserver ces groupements dont on était sûr, puisqu'ils s'étaient formés ou reformés « *au cours de la guerre de résistance contre le Japon et qu'ils ont eu dès lors des rapports de coopération avec le Parti communiste* ». Apparemment, ils donneraient un moyen d'expression politique (si limité qu'il fût) aux catégories sociales autres que la classe ouvrière et la paysannerie, c'est-à-dire à « *la bourgeoisie nationale* », à « *la couche supérieure de la petite bourgeoisie* » et aux « *intellectuels* ». En fait, ils ne les représentent pas, ils les encadrent et les aident à se « *rééduquer* » (8).

Un éditorial du *Jen Min Ji Pao* a défini ainsi leur rôle, le 29 août 1957 :

Construction Nationale. Répondant à l'invitation des communistes, il se rendit à Pékin en septembre 1949 pour prendre part à la première réunion de la C.C. P.P.C. Il fut nommé ministre de l'Alimentation en 1952.

(5) Né en 1895, *Tchang Po-kiun* fit ses études en Allemagne. C'est là qu'en 1925, il adhéra avec Tchou Té, à la section de Berlin du Kuomintang. En 1927, il suivit l'armée rouge au Kiangsi. En 1930, il créa un troisième parti, le « *Comité d'action provisoire du Kuomintang* ». En 1945, il se réfugia à Hong-Kong, d'où il gagna Pékin en 1949, pour prendre part à la première réunion de la C.C. P.P.C. Il a participé à de nombreuses délégations chinoises à l'étranger, notamment aux funérailles de Staline.

(6) En 1949, on comptait trois autres partis : — *La Société du salut national*, fondée à Shanghai en 1935 pour lutter contre les Japonais. Elle prononça sa dissolution en novembre 1949. Plusieurs de ses chefs se virent

confier des postes ministériels par les communistes : *Chen Tsun-jou*, *Tchang Nai-tsi*, M<sup>me</sup> *Che Liang* et *Cha Tsien li*;

— *La Fédération des camarades des trois principes du peuple*;

— *L'Association du Kuomintang pour le développement de la démocratie*;

Ces deux organisations ont sans doute été incorporées dans le Comité révolutionnaire du Kuomintang.

(7) Voir à ce sujet *Est et Ouest*, n° 193 - 16-30 avril 1958. *Le P.C. chinois face à la crise du communisme mondial* en 1956, pp. 25 et 26.

(8) *Liou Chao-tchi* : *Rapport politique du Comité Central, in VIII<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste chinois*, recueil de documents publié par les *Cahiers du Communisme* (Janv. 1957), pp. 52-56.

« La tâche historique des partis démocratiques pendant la période de la révolution socialiste est de conduire l'éducation socialiste parmi les couches sociales qu'ils représentent ou avec lesquelles ils sont en contact, afin de les pousser à entreprendre leur auto-réforme et de les aider à l'achever. Mais ils ne doivent pas refléter les inclinations et les revendications bourgeoises de ces couches; en d'autres termes, ils ne doivent pas représenter ceux de leurs intérêts qui vont à l'encontre des lois du développement de l'histoire. Ils ne doivent représenter que ceux de leurs intérêts qui sont en accord avec ces lois...

« Pour accomplir cette tâche historique ainsi que les sérieuses tâches politiques de l'heure, les partis démocratiques doivent avoir leur propre noyau directeur qui soit fort et solide sur ses positions socialistes et qui accepte réellement la direction du Parti communiste. Les faits prouvent que, dès qu'ils s'éloignent de la direction du P.C., les partis démocratiques perdent leur orientation, vont dans une direction opposée au socialisme, perdent la confiance du peuple et la possibilité d'une existence de longue durée. La ligne correcte et la seule issue pour tous les partis démocratiques est de se placer réellement sous la direction du P.C., de prendre appui sur la gauche, d'unir et d'éduquer les éléments du centre et de les guider vers la gauche, d'isoler et de partager les droitières et de servir le socialisme... » (Traduction P. Montader, in *Saturne* n° 16, décembre 1957, p. 158.)

Aucune indépendance n'est donc laissée aux partis démocratiques : s'ils s'écartaient de l'obéissance absolue au P.C., ils ne tarderaient pas à disparaître. Comme dit l'éditorialiste du *Jen Min Ji Pao*, ils perdraient « la possibilité d'une expérience de longue durée ».

Si domestiqués qu'ils soient, ces partis suscitent encore l'hostilité d'un certain nombre de militants communistes, soit qu'ils veuillent libérer certaines fonctions, afin de s'y porter candidats, soit qu'ils se laissent aller à la haine et au mépris qu'on leur a toujours enseignés à l'égard de la bourgeoisie et de ses membres, sans comprendre les hautes raisons de tactique psychologique auxquelles obéissent les chefs du Parti.

Liou Chao-tchi a fait allusion, dans son rapport au Congrès à ceux qui « se demandent pourquoi d'autres classes, d'autres partis et des démocrates sans parti participent au pouvoir d'Etat, pourquoi le front uni démocratique du peuple subsiste toujours », alors que la « dictature démocratique du peuple » qui existe en Chine est déjà « une forme de la dictature du prolétariat ». Et il a dénoncé les communistes qui « conservent un point de vue d'exclusivité, ne veulent pas que les non-communistes participent au travail des organismes d'Etat ou encore qui ne consultent pas les non-communistes et ne respectent pas l'autorité attachée à leur fonction ».

« Cette manière de voir les choses est un genre de sectarisme », avait-il conclu, en invitant les coupables « à se corriger rapidement de ce défaut ».

Cette semonce s'expliquait d'autant mieux que, quelques mois plus tôt, la direction du Parti avait décidé — ce que le Congrès entérina — que le mot d'ordre définissant la politique du Parti en la matière serait : « coexistence à long terme et contrôle mutuel ».

## Le contrôle mutuel

Ce mot d'ordre s'apparente étroitement à ceux des *Cent écoles* et des *Cent fleurs*, plus connus que lui, mais apparus à la même date. Et, selon toute vraisemblance, les dirigeants communistes attendaient de son application, comme de l'application des deux autres, la révélation de sentiments hostiles soigneusement dissimulés jusqu'alors. En tout cas, c'est à ce résultat qu'ils sont parvenus.

Liou Chao-tchi définissait ainsi, dans le même rapport, ce qu'il fallait entendre par « contrôle mutuel » :

« Notre Parti est un parti politique qui ne sert pas les intérêts privés, mais se dévoue entièrement au service du peuple. Cependant, nous avons encore actuellement des insuffisances, nous en aurons encore à l'avenir, et il est probable que nous commettrons encore des erreurs. Evidemment, pour mettre fin à ces insuffisances et à ces erreurs, nous devons d'abord renforcer l'autocritique au sein du Parti, et compter sur le contrôle exercé par les grandes masses du peuple travailleur. Mais, en même temps, nous devons aussi tirer profit des critiques et du contrôle des partis et des groupements démocratiques, ainsi que des démocrates sans parti. »

Dans le discours qui donna à la campagne des *Cent fleurs* un nouveau départ, Mao Tsé-toung, le 27 février 1957, revint sur la question du contrôle mutuel (9) :

« Le contrôle mutuel, qui n'est pas un problème unilatéral, signifie que le P.C. doit exercer le contrôle sur les autres partis démocratiques et que les autres partis démocratiques doivent exercer leur contrôle sur le P.C. Pourquoi faut-il permettre aux autres partis démocratiques d'exercer le contrôle sur le Parti communiste? Parce que le Parti, comme les individus, ont besoin d'entendre des opinions différentes des leurs. Nous savons que le contrôle du Parti communiste est surtout exercé par la classe ouvrière et par les membres du Parti. Mais nous profiterons encore plus si les autres partis démocratiques l'exercent également. » (10)

## Les partis démocratiques attaquent

Les dirigeants des partis démocratiques crurent sans doute à la sincérité de mots d'ordre répétés avec une telle obstination. Ou peut-être jugèrent-ils qu'il serait encore plus compromettant pour eux de dire qu'ils n'avaient pas de critiques à formuler que de parler franchement, puisque l'ordre était de formuler des critiques. Toujours est-il que bon nombre d'entre eux figurèrent parmi ceux qui dénoncèrent les défauts du système. Ne retenons de leurs articles que ce qui concerne le rôle de leurs partis ou des membres de ces partis dans le gouvernement et l'administration (11).

(9) « La maxime : coexistence prolongée et contrôle mutuel est un produit des conditions historiques spécifiques de notre pays. Elle n'a pas été inventée tout d'un coup; il a fallu pour cela plusieurs années », assura Mao Tsé-toung, et cette affirmation est sans doute à l'origine de l'erreur de M. E. Faure selon qui le pluralisme des partis ferait du communisme chinois un système différent des autres.

(10) Cité d'après *Documentation française. Notes et Etudes documentaires*, n° 2.369 - 10-1-58. On remarquera dans ce texte, le développement par question et réponse; c'est celle de Staline et de ceux qui se sont formés à son image.

(11) Les textes qui suivent sont empruntés aux documents publiés par Léon Trivière et Pierre Montader dans *Saturne* (n°s 15 et 16, oct.-déc. 1957) qui est, grâce à eux, la publication française la plus riche en informations sur la Chine communiste. Nous leur avons emprunté aussi les éléments des biographies de Lo Long-chi, de Tchang-Po-kiun et de Tchang Nai-chi.

De Tchang Po-kiun, ministre des Communications et président du Comité central du Parti démocratique des paysans et ouvriers chinois :

« Récemment, le Comité central de la Ligue démocratique chinoise a convoqué une réunion élargie pour discuter des relations entre les communistes et les non-communistes et pour connaître l'opinion des membres de la Ligue sur le bureau du Front uni du C.C. du P.C. Lors de cette réunion, certains ont déclaré qu'il existait un certain nombre de difficultés entre le P.C. et les partis démocratiques. Au cours de ces dernières années, les membres de la Ligue n'ont pas pu jouer, dans les affaires de l'Etat, le rôle qui leur revenait. Ces gens sont capables et compétents, mais on ne leur donne pas l'occasion de développer leurs talents. Voici par exemple le cas d'un chef de bureau de planification. Parce qu'il n'est pas communiste, il ne peut pas participer aux réunions du Comité national du plan d'Etat, auxquelles il devrait personnellement assister...

« Quand des non-communistes sont placés à des postes de direction, c'est l'organisation du Parti qui, en fait, prend toutes les responsabilités et décide de tout... Par exemple, la construction de la route de Kanting au Tibet fut une pièce maîtresse parmi les travaux effectués dans le domaine des communications. Or, pour la construire, on n'a même pas demandé l'avis du Ministère des Communications. » (Jen Min Ji Pao, 9 et 20 mai 1957.)

De Lin Han-ta, vice-président de l'Association pour le développement de la démocratie, et septième vice-ministre de l'Education :

« Le département du Front uni montre une estime exagérée et déraisonnable pour le « grand parti », et, par contre, il n'attache ni importance ni considération aux « petits partis »... Quand le « grand parti » tient une réunion qui dure trois jours, il en fait tout un plat dans les journaux. Par contre, quand la Ligue démocratique convoque une réunion de trois jours, la presse ne s'en occupe pas et le Parti communiste n'en a cure...

« Le Ministère de l'Education n'existe qu'en titre et n'a aucune autorité effective. Sur de nombreuses questions, il est tenu dans l'ignorance et ne reçoit aucune information. Quand il adresse des directives aux échelons inférieurs, ces directives sont sans effet. Pour qu'une directive soit opérante, il faut qu'elle soit publiée conjointement par le C.C. du P.C. et le Conseil des ministres.

« Le travail d'élimination de l'analphabétisme a été relativement bien fait en 1954 et 1955, mais, en 1956, on s'est lancé à l'aventure... Pour redresser cette progression aveugle et aventureuse... le Jen Min Ji Pao publia alors un éditorial. D'où venait cet éditorial? Le Ministère de l'Education l'ignorait! Qui peut donc diriger le Ministère de l'Education? »

De Lo Long-chi, ministre de l'Industrie du Bois et vice-président de la Ligue démocratique chinoise :

« Au-dessus de mon Ministère de l'Industrie du Bois, il y a huit bureaux du Conseil des ministres, plus la Commission nationale du plan, la Commission économique d'Etat et d'autres organismes du gouvernement central, de telle sorte que les diverses restrictions apportées par ces divers organismes font que le Ministère de l'Industrie du Bois ne peut avoir aucun pouvoir réel... La plupart des dirigeants et cadres responsables de la Commission nationale du plan, de la Commission économique d'Etat et des divers bureaux du Conseil des ministres sont des membres du Parti. Cela montre clairement que

le Parti communiste n'a pas confiance dans les vieux intellectuels. Or, si les communistes ont une administration solide, leurs connaissances techniques et leur expérience en matière de planification économique ne sont pas riches...

« ... Parlons des modalités d'application de la politique dite de « coexistence à long terme et de contrôle mutuel »... Tandis que le Parti communiste peut se développer dans les masses ouvrières et paysannes, les partis démocratiques ne peuvent se recruter que parmi les intellectuels d'âge mûr...

« ... Que ce soit au Comité permanent de l'Assemblée nationale populaire ou à la Conférence consultative politique du peuple chinois, les partis et les groupes démocratiques ne peuvent pas réellement exprimer leurs opinions sur les questions discutées puisqu'ils ne sont pas informés à l'avance des problèmes abordés et qu'au moment où on les en informe, ils n'ont plus assez de temps pour les étudier. » (12) (Jen Min Ji Pao, 11 et 23 mai 1957.)

De Tchang Nai-chi, ministre du Ravitaillement et vice-président de l'Association démocratique chinoise pour la Construction nationale :

« Un certain nombre de communistes sont plein de morgue... On cite cette parole de Staline : « Nous, communistes, sommes faits d'une pâte spéciale ». Une telle phrase n'est pas scientifique... Si l'on veut démolir le mur et combler le fossé qui séparent les communistes des non-communistes, il est nécessaire de critiquer ce premier dogme...

« ... Le Parti se substitue au gouvernement. Et c'est d'autant plus vrai quand on va du gouvernement central vers les échelons inférieurs... L'organisation du Parti veut tout faire par elle-même. »

Après un long développement dans lequel il invitait « la section d'éducation du département de la propagande du Comité central du Parti communiste » à corriger ses méthodes de travail à l'égard des industriels et des commerçants, il concluait :

« Parce que je fais de telles déclarations, il se trouvera probablement des gens qui me confieront du « grand chapeau », qui m'accuseront de soupirer après le capitalisme... Mais je n'ai aucune raison de m'effrayer. Car non seulement le C.C. du P.C. nous a déjà dit de recueillir les expériences et connaissances capitalistes qui peuvent servir le socialisme, mais encore Lénine l'a dit il y a longtemps. » (Jen Min Ji Pao, 14 mai — 9 mai — Ta Kong Pao, 9 juin 1957.)

### La lutte contre les droitiers

Après avoir ainsi laissé libre cours aux critiques pendant à peu près un mois, les chefs du Parti intervinrent. Le 8 juin, le Jen Min Ji Pao dénonçait les éléments de droite qui voulaient profiter de la campagne de rectification pour isoler le Parti communiste, le renverser, le forcer

(12) Lo Long-chi rapporte que beaucoup craignait que le libéralisme proclamé par le gouvernement ne fût un piège : « Un certain nombre de gens craignent qu'après cette période de liberté de discussion, ils ne se fassent « rectifier ». ... Dans l'état actuel des choses, personne ne peut garantir qu'il ne se produira ni attaques ni représailles aux échelons inférieurs, si les critiques sont librement formulées ». Il proposait en conséquence la création d'une commission spéciale d'enquête qui encouragerait publiquement toutes les personnes ayant été opprimées ou persécutées à lui présenter leurs rapports.

à quitter la scène. Les jours suivants, la contre-attaque se poursuit avec vigueur. Mais elle obéit à des règles très précises : elle ne vise que quelques éléments des partis démocratiques, non les partis eux-mêmes. La Ligue démocratique chinoise et le Parti démocratique des ouvriers et paysans sont ceux qui reçoivent le plus de coups, mais « tous leurs membres ne sont pas impliqués, ni même la majorité ».

En résumé, on frappe un certain nombre de personnalités démocratiques — dont on devait avoir envie de se débarrasser depuis longtemps — on terrorise les autres et on obtient d'elles qu'elles poursuivent la comédie d'autrefois.

Les hommes politiques attaqués — dont Tchang Po-kiun et Lo Long-chi qu'on accuse d'avoir comploté ensemble — reconnaissent leur tort et font leur autocritique. Voici quelques passages de celle de Tchang Po-kiun, qui parut dans le *Jen Min Ji Pao* du 16 juillet, sous le titre : « Je baisse la tête devant le peuple et confesse mes fautes. »

« Mon idéologie erronée et mes actions fautive ont des racines historiques... Je suis issu de la classe des propriétaires fonciers, j'ai été longtemps influencé par l'idéologie féodale et l'éducation féodale que j'ai reçue. Après avoir renié en 1937 le glorieux Parti communiste chinois, je suis devenu l'un des éléments importants du milieu de la route, 30 % anti-communiste et 70 % anti-Tchang Kai-chek, et j'ai organisé ce qu'on a appelé le Tiers-Parti, le prédécesseur du Parti démocratique des paysans et des ouvriers. Je me suis spécialisé dans les activités opportunistes sur les plans politique et militaire... Le 1<sup>er</sup> juillet 1951, trentième anniversaire du glorieux, grand et correct P.C. chinois, j'ai publié mon autocritique sous le titre : « Le Parti communiste m'a sauvé ». J'y exprimais mon repentir, mais je n'avais pas encore extirpé complètement mes mauvaises pensées... Elles ont surgi de nouveau en 1956 à la suite du XX<sup>e</sup> Congrès du P.C. de l'U.R.S.S. ... À l'égard de Staline, j'ai eu des critiques excessives et venimeuses, et j'ai par moments sous-estimé les résultats de la grande construction socialiste en Union soviétique... »

« En 1956, j'ai proposé que la Conférence consultative politique soit transformée en un sénat, c'est-à-dire en l'un des types d'assemblées démocratiques bourgeoises... Lors de la réunion convoquée cette année par le département du Front uni du C.C. du P.C., j'ai proposé de façon erronée que soit créé un conseil de planification politique. ... J'ai considéré que les partis démocratiques pouvaient se développer jusqu'à comprendre chacun plusieurs centaines de milliers de membres et un à deux millions à eux tous... »

« ... Jusqu'en 1956, j'ai été en conflit avec Lo Long-chi pour des questions d'intérêts personnels. Après 1956, nos idées se sont rencontrées, et nous avons pris la voie dangereuse qui est maintenant appelée la ligne de Tchang et Lo. Je voulais acquérir une influence politique certaine sur les grands intellectuels de la Ligue démocratique et dans ce but utiliser les relations de Lo... »

« Au début de mai, ... nous avons organisé quatre groupes de travail — dont le but était de propager les sciences démocratiques bourgeoises en adoptant le point de vue bourgeois des grands intellectuels, de jeter la confusion dans le peuple au sujet de l'excellence du socialisme et du caractère inébranlable du rôle directeur du P.C... »

« Le 5 juin, trois professeurs et le secrétaire

général de la Ligue sont venus chez moi. Ils ont reconnu que la situation était grave, que de grandes manifestations pouvaient se produire à tout moment, que si l'on ne faisait pas face à la situation de façon appropriée et que les étudiants se liguent avec les citoyens, il pouvait se produire une sorte d'incidents hongrois. Ils ont dit également que, bien que la situation fût grave, ils avaient les moyens de la résoudre... tandis que ce n'était pas le cas pour les comités du P.C. Je me suis rangé à leur avis et j'ai décidé de tenir le lendemain une nouvelle réunion... Tout ceci montre que... j'ai donné mon appui à un complot contre le Parti, que je me suis efforcé de parvenir à ce que la Ligue démocratique remplace le Parti dans son rôle directeur dans les établissements d'enseignement supérieur... »

« Dans le premier semestre de cette année, j'ai encouragé Li Po-keiou à développer grandement le rôle du Parti démocratique des paysans et ouvriers à Pékin... J'ai envoyé Tchang Yu-tchouan au Honan pour étendre notre organisation... Le but était d'acquérir un capital politique et d'accroître mon influence... »

« Le peuple du pays entier a réclamé que je sois strictement traité comme un droitier. J'accepte ce traitement. Je déteste mes propres abominations. Je veux supprimer complètement mon vieux « moi » réactionnaire... Je veux participer avec le peuple entier à la lutte sévère contre les droitiers, en y incluant la lutte contre moi-même. Le grand Parti communiste chinois m'a sauvé dans le passé; il me sauve à nouveau aujourd'hui. J'espère que, dirigé et éduqué par le Parti et le président Mao, je pourrai commencer une nouvelle vie, retrouver une attitude d'amour du Parti, du pays et du socialisme. »

Leur autocritique ne devait pas sauver Tchang Po-kiun et Lo Long-chi, pas plus d'ailleurs que son refus de reconnaître ses fautes ne permit à Tchang Nai-chi de demeurer en place. Le 31 janvier 1958, Radio-Pékin annonçait qu'ils étaient révoqués de leurs fonctions ministérielles et exclus de l'Assemblée nationale. Cinquante et un députés subirent le même sort.

Conformément à la tactique communiste habituelle, les « coupables » furent mis en accusation par leurs propres organisations. On a utilisé la méthode de clivage qui consiste à reconnaître a priori dans chaque mouvement une droite, un centre et une gauche. Dans son rapport au C.C., le 23 septembre 1957, Teng Hsiao-ping, secrétaire général, allait même jusqu'à introduire une distinction nouvelle : l'extrême droite, la droite et les éléments qui se trouvent entre la droite et le centre. Ainsi, donnait-on l'espoir de se sauver à ceux qui s'étaient le moins compromis, à condition qu'ils se rachètent en accusant les autres.

Les coupables ainsi expulsés ou en voie de l'être, les comités centraux de tous les partis démocratiques se réunirent en août ou septembre pour étudier le travail de rectification, mener à bien la lutte contre les droitiers et abandonner leur plate-forme capitaliste pour une plate-forme socialiste.

Ainsi était inaugurée une nouvelle étape : celle de l'auto-réforme socialiste des partis démocratiques et des démocrates indépendants. La réunion du 16 mars 1958 et l'adoption de la Charte résumée au début de cette étude constituent un moment important dans cette étape — au terme de laquelle les partis démocratiques ne seront pas très différents des organisations analogues des démocraties populaires d'Europe orientale.

# Chronique du mouvement communiste mondial

## U.R.S.S.

### Représailles imminentes contre les partis « dissidents »

Au Congrès de l'Union des communistes yougoslaves à Lioubliana, trois partis communistes européens étaient représentés officiellement, en dépit de l'ordre contraire de Moscou : le Parti norvégien, le Parti danois et le Parti suisse. J. Vogt, membre du Politburo du P.C. norvégien, déclara dans son discours : « *Nous pouvons avoir des opinions différentes sur certains points, mais nous pouvons en discuter amicalement.* » Le délégué danois, B. Houman, membre du Politburo, employa une formule presque identique. Le discours de M. Bodenmann, délégué du Parti du travail suisse, n'a pas été reproduit dans la presse yougoslave.

De ces trois partis, les deux premiers ont déjà eu des démêlés avec Moscou au moment de la « déstalinisation ». Mais aucune exclusion n'a été prononcée dans leur direction, ni à l'époque, ni au lendemain du Congrès de Lioubliana, jusqu'à présent du moins. La *Pravda* a passé sous silence la présence de ces délégations à Lioubliana. Il serait étonnant que Moscou s'en tint là.

\*\*

### B. Ponomarev écrit sur le mouvement international

B. Ponomarev a pris dans l'appareil soviétique le rôle que joua un certain temps, à l'époque du Kominform stalinien, avec tant de malchance, P. Youdine. A l'occasion du 1<sup>er</sup> mai, Ponomarev a écrit deux articles dans la *Pravda* sur le mouvement ouvrier international. Dans le premier, il a reproduit les données statistiques et a répété les lieux communs sur les partis communistes, mettant l'accent sur l'énorme importance du XX<sup>e</sup> Congrès de Moscou et concluant par une attaque violente contre les révisionnistes. Dans le second article, Ponomarev a parlé à sa façon sur la situation de la classe ouvrière dans les pays capitalistes et a fini en soulignant la nécessité de la coopération entre les communistes et les socialistes — ce qui est une directive.

C'est par le biais de la lutte pour la paix que Ponomarev conseille aux communistes de se rapprocher des socialistes. A cet égard, il cite quatre grands partis socialistes dont la position serait susceptible d'être exploitée par les communistes : le parti japonais, le P.S. italien (de Nenni), la social-démocratie allemande (hostile au réarmement de l'Allemagne occidentale avec les armes ultra-modernes et partisan d'une zone désatomisée en Europe centrale) et le Labour Party (partisan de la conférence au sommet et de la création d'une zone désatomisée en Europe).

Pas un mot sur la S.F.I.O.

## U.R.S.S. et YOUGOSLAVIE.

### Au nom de Marx contre le « révisionnisme »

A l'occasion du cent quarantième anniversaire de sa naissance, les organes officiels des communistes soviétiques et yougoslaves ont consacré, comme il se doit, des pages élogieuses et fastidieuses à Karl Marx et à son œuvre. Même

conclusion chez les uns et chez les autres : il faut préserver l'esprit sacro-saint de Marx contre les révisionnistes d'aujourd'hui. Mais pour la *Pravda* et *Kommunist* de Moscou, le révisionnisme contemporain règne en maître à Belgrade, alors que pour *Borba* et *Kommunist* de Belgrade, c'est à Moscou qu'est son quartier général.

## CHINE.

### « Titisme » chinois

Le fameux article du *Quotidien du Peuple* du 5 mai où le Projet de programme des communistes yougoslaves fut déclaré « *antimarxiste, antiléniniste et révisionniste de A jusqu'à Z* », a porté un coup dur à tous les « théoriciens » du titisme chinois. Ils l'oublieront d'ailleurs, comme ils en ont oublié d'autres.

Mais cet article a révélé un détail caractéristique des méthodes de travail des « marxistes » chinois. Leur critique du Projet de programme yougoslave ne comporte même pas de citations et leurs références au Projet sont plus que vagues. Il est parfaitement plausible que l'auteur de cet article n'ait pas lu ce Projet ni même son résumé.

L'affirmation la plus surprenante, à savoir que la résolution du Kominform de 1948 était « *pour l'essentiel juste et correcte* » a été empruntée aux directives soviétiques de mai 1955, au moment où Khrouchtchev, tentait la réconciliation et déclara avec impudence que la rupture des relations incombait à Béria. Les communistes français, toujours prompts à suivre les consignes de Moscou, furent les premiers à distinguer publiquement entre la résolution de 1948 qui était juste et celle de 1949 qui était erronée : E. Façon, dans un article embarrassant dans *l'Humanité*, usa de cette logique.

Trois ans plus tard, les Chinois ont sorti de nouveau cette thèse.

## ALLEMAGNE SOVIÉTIQUE.

### Centre des activités subversives

Depuis l'interdiction du P.C. d'Allemagne occidentale, son Comité central a transporté son siège à Berlin-Est. Dans sa dernière séance plénière, le 30 janvier 1958, décision a été prise de réorganiser l'activité clandestine dans la République fédérale. Theo Mahr présenta un rapport sur « *l'activité de l'ennemi et sur les mesures de contre-offensive du Parti* ». Une commission spéciale de contrôle fut instituée pour épurer le Parti, menacé à la fois par les déviationnistes de droite et de gauche et par les agents provocateurs. Le rapporteur a énuméré onze organisations qui, en Allemagne occidentale, s'occupent à combattre l'action communiste. Pour démasquer les agents de l'ennemi, la vigilance communiste doit désormais être très élevée et les services de renseignements du Parti doivent être entièrement réformés : « *Chaque information sur le rôle de l'ennemi, ses agissements, ses méthodes, ses manœuvres est de la plus haute valeur pour le Parti et pour la lutte offensive contre les ennemis du Parti et du peuple* ».

L'activité syndicale a été tout particulièrement examinée comme moyen le plus approprié d'ap-

procher des masses ouvrières et d'influencer la politique de la social-démocratie officielle. Cette activité est dirigée par *Rudolph Kirchner* qui est, depuis 1952, secrétaire dans le Comité directeur du F.D.G.B. (syndicats d'Allemagne orientale), ce qui prouve la dépendance totale des communistes d'Allemagne occidentale à l'appareil de Ulbricht.

Il semble que le P.C. français participe également à l'activité clandestine du P.C. d'Allemagne occidentale, au moins en ce qui concerne les territoires limitrophes de l'Alsace et de Lorraine; *L'Humanité d'Alsace et de Lorraine* met à la disposition des communistes allemands des moyens de propagande (impression des tracts, bulletins, journaux clandestins, etc.

## INDONÉSIE.

### Rencontre Soekarno-Aidit

Le 6 mai, le président de la République Soekarno a reçu une délégation du P.C. indonésien conduite par son secrétaire général Aidit. Selon le communiqué, l'entretien s'est poursuivi dans une atmosphère amicale. Les chefs communistes venaient mettre Soekarno au courant des décisions prises à la VI<sup>e</sup> Session du C.C. Il s'agissait de l'élargissement du front uni des forces démocratiques [lire : admission à pied d'égalité des communistes dans le gouvernement de Djakarta et dans les institutions étatiques] non seulement dans l'immédiat, mais aussi dans l'avenir.

## JAPON.

### Ouverture de la campagne électorale communiste

Le 6 mai, S. Nosaka, premier secrétaire du Comité central du P.C. japonais, a ouvert la campagne électorale par un meeting organisé à Tokio. Dans son discours, il a mis l'accent sur la nécessité de l'unité d'action avec les socialistes (en dépit des divergences de programme). Les positions officielles du Parti socialiste japonais sont proches, en matière de la politique étrangère, de celles de Nehru; les socialistes japonais ont également des sympathies pour Tito : ils avaient envoyé une délégation officielle au Congrès de Lioubliana.

Les élections ont eu lieu. Les communistes n'ont qu'un siège.

## FRANCE.

### Tillon reviendra-t-il ?

Le 20 avril, l'Association fraternelle des Anciens soldats de la Mer Noire tenait son Assemblée générale annuelle. Charles Tillon y fut élu président (le secrétaire demeurant Marcel Tondu). Le dernier titulaire du poste, purement honorifique, avait été André Marty.

Le 24 avril, on pouvait lire à nouveau le nom de Tillon, mêlé à d'autres, au bas d'un appel au Président de la République contre le général Speidel.

C'est une nouvelle tentative de la direction du P.C.F. pour amener Tillon à reprendre de l'activité au service du Parti.

Tillon, accusé en même temps que Marty, de travail fractionnel, fut relevé le 4 septembre 1952 de ses responsabilités de membre du Bureau politique, et, le 7 décembre de la même année, destitué de toutes ses fonctions, donc exclu du Comité central. A la demande de sa section, il

avait donné sa démission de maire d'Aubervilliers et remis son mandat de député à la disposition du Parti.

En février 1957, le Comité central avait adopté à son sujet une résolution de réhabilitation : il y était déclaré que « le camarade Charles Tillon, qui n'avait jamais cessé d'appartenir au Parti, était rétabli dans tous les droits et devoirs qui s'attachent à la qualité de membre du Parti ».

Cette invite n'avait pas fait sortir Tillon de sa retraite. En sera-t-il autrement cette fois.

### Claude Roy demande à rentrer

Le 16 mai, prenant prétexte des « graves dangers qui menacent, dit-il, la démocratie, mon peuple et ma patrie », Claude Roy a demandé sa réintégration au Parti communiste.

A la vérité, Claude Roy, qui, venant de l'extrême-droite, n'est entré au P.C. qu'en 1942, ré pugne à user d'une liberté qui lui vaudrait, de la part de ses camarades d'hier, le rappel sur un mode injurieux de ses opinions d'autrefois.

Aussi saisit-il l'occasion que lui fournissent les circonstances pour rentrer au bercail : après tout, le Parti ne peut pas trouver mauvais que Claude Roy appuie en ce moment sa politique, en montrant par son geste qu'il faut, en présence du péril, passer par dessus tous les désaccords.

Il n'est d'ailleurs pas impossible qu'il ait agi de connivence avec la direction du Parti.

[Claude Roy avait publié le 23 juin 1956, dans *L'Express*, une *Lettre à François Mauriac* au lendemain de la publication du « rapport Khrouchtchev (« Je sais maintenant que j'ai été trompé... Il faudra bien qu'on nous explique un jour la vérité avec autant de soin qu'on en apporta à mettre en scène le mensonge ») et signé, avec trois autres écrivains communistes : R. Vailland, J.-F. Rolland et Cl. Morgan, en compagnie d'intellectuels progressistes, une protestation contre l'intervention soviétique en Hongrie (*France Observateur*, 8-XI-56).

Blâmé par le Comité central le 21 novembre 1956, Cl. Roy poursuivit « son activité anti-parti » et fut exclu pour un an le 23 février 1957.]

## INDES.

### La « voie indienne vers le socialisme » (suite)

Au Congrès communiste de Amritsar en avril, les chefs du P.C. avec Ajoy Ghosh, prétendirent que la nouvelle tactique dont ils proposaient l'adoption était établie conformément aux intérêts nationaux de l'Inde.

En réalité, tout leur effort s'est réduit à traduire dans la langue du pays des passages empruntés aux résolutions prises lors de la réunion des communistes du monde entier en novembre 1957 à Moscou, et du rapport présenté par Khrouchtchev au XX<sup>e</sup> Congrès. La déclaration de principe du P.C. de l'Inde, contenue dans le préambule des nouveaux statuts, se compose soit de paraphrases, soit de traductions mot à mot de passages entiers de la Déclaration des partis communistes de novembre 1957.

Avant de convoquer le Congrès, Ajoy Ghosh s'était rendu à deux reprises derrière le rideau de fer : en novembre 1957 à Moscou pour assister à la réunion communiste internationale et en mars 1958 à Prague pour participer à la conférence sur la publication d'un organe officiel du communisme international.